



Assemblée générale

Soixante-neuvième session

87^e séance plénière
Mardi 5 mai 2015, à 10 h 10
New York

Documents officiels

Président : M. Kutesa..... (Ouganda)

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 129 de l'ordre du jour (suite)

Soixante-dixième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale

Réunion extraordinaire solennelle en hommage à toutes les victimes de la Deuxième Guerre mondiale

Le Président (*parle en anglais*) : Les membres se souviendront que l'Assemblée a tenu un débat sur le point 129 de l'ordre du jour et adopté la résolution 69/267 à sa 80^e séance plénière, le 26 février.

Cette année marque le soixante-dixième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un conflit qui a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances. Cet anniversaire revêt également une importance particulière pour l'ONU, créée sur les cendres de cette guerre impitoyable, qui a fauché des millions de vies.

La Deuxième Guerre mondiale fut une période d'atrocités innombrables, de confiance perdue et d'une humanité dévastée. Aujourd'hui, nous rendons hommage aux innombrables victimes qui ont perdu la vie au cours de cette guerre. La présente réunion extraordinaire nous donne également l'occasion de rappeler la ferme volonté

de l'Assemblée générale de tout mettre en œuvre pour prévenir et atténuer les souffrances humaines dues à la guerre. Nous ne devons en effet jamais oublier que la communauté internationale est tenue de se dresser contre les tyrans, les despotes et tous ceux qui tentent d'étouffer la ténacité de l'esprit humain.

Ayant survécu à la catastrophe de la Deuxième Guerre mondiale, l'humanité a cherché à adopter de nouveaux moyens d'empêcher que de tels faits tragiques ne se reproduisent. À cette fin, l'ONU a été créée, dans le but d'assurer l'unité et l'harmonie entre les nations. Comme le prévoit la Charte, l'ONU a été établie pour « préserver les générations futures du fléau de la guerre ». Au cours des sept dernières décennies, cette guerre a non seulement déterminé la mission de l'Organisation; ses enseignements continuent également d'éclairer notre action dans le monde entier. Aujourd'hui, nous nous montrons solidaires en vertu des principes fondamentaux sur lesquels l'Organisation a été créée, y compris la non-agression, le règlement pacifique des différends et la nécessité de protéger les droits de l'homme.

C'est durant la période où la Deuxième Guerre mondiale infligeait d'indicibles tourments et souffrances que le monde a également été témoin d'un courage extraordinaire. Grâce aux efforts collectifs héroïques

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

15-12978(F)



Document adapté

Merci de recycler



d'innombrables hommes et femmes, la victoire a été arrachée sur la tyrannie et le mal. Aujourd'hui, nous saluons et honorons la mémoire de ceux qui ont été fauchés par le terrible fléau de la Deuxième Guerre mondiale, et nous rendons hommage à ceux dont nous ne devons jamais oublier le souvenir.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Cinq années se sont écoulées depuis que l'Assemblée générale s'est réunie pour commémorer la fin de la guerre la plus effroyable de l'histoire de l'humanité et saluer la mémoire de ses victimes (voir A/64/PV.85). Beaucoup de choses se sont passées depuis, mais la prééminence et la tragédie de cette guerre ne se sont pas estompées et nous amènent à rendre hommage à ceux qui ont empêché que le monde ne se perde dans un abîme de haine et de souffrances, au prix d'innombrables pertes et d'indicibles souffrances.

Pour commencer, je voudrais souhaiter la bienvenue aux anciens combattants qui se joignent une nouvelle fois à nous dans cette salle, comme ils l'ont fait il y a cinq ans, et à les remercier. Ils sont les participants les plus importants à toutes les manifestations organisées à l'occasion de ce soixante-dixième anniversaire. Environ 200 000 anciens combattants de la Deuxième Guerre mondiale vivent toujours en Russie et, comme leurs compagnons d'armes d'autres pays, ils méritent nos remerciements les plus sincères et notre attention et notre appui les plus chaleureux.

La longue lutte menée pendant quatre ans par le peuple soviétique contre le nazisme a contribué de manière décisive à la victoire commune des Alliés contre Hitler. Les trois quarts des forces nazies ont été vaincues sur le front de l'Est, à l'issue d'un combat épique que le monde entier a suivi avec une attention soutenue et espoir. Ses principaux faits marquants sont bien connus : la bataille de Moscou, la première défaite importante des Nazis, et la bataille de Stalingrad, qui a marqué un tournant dans la Guerre. Ces batailles furent les plus sanglantes de l'histoire mondiale, les pertes des deux côtés ayant largement dépassé les 2 millions de personnes. La bataille de Kursk constitue la plus grande bataille de chars de l'histoire; plus de 2 millions d'hommes, 6 000 chars et près de 5 000 avions y ont pris part. Après elle, l'issue de la Guerre était presque jouée d'avance.

En mars 1944, l'Armée rouge a atteint la frontière soviétique et, le 1^{er} novembre, tout le pays était libéré. Pourtant, l'ennemi n'était toujours pas vaincu. L'objectif des Alliés, une reddition sans conditions, n'avait pas

encore été atteint. Les forces soviétiques devaient encore combattre pour libérer les nombreux pays d'Europe que les Nazis avaient envahis, et la vie de nombreux soldats soviétiques a encore dû être sacrifiée sur l'autel de la victoire. Plus de 600 000 d'entre eux sont inhumés en terre polonaise, 140 000 en République tchèque et en Slovaquie, presque autant en Hongrie, environ 70 000 en Roumanie et 26 000 en Autriche. Des batailles sanglantes avaient éclaté à la périphérie de Berlin. Comme nous le savons, plus de 20 millions de citoyens de l'ensemble des nations de l'Union soviétique ont payé de leur vie la victoire sur le nazisme.

Le 2 mai 1945, le sergent Egorov et le sergent Kantaria ont hissé le drapeau de la victoire sur le Reichstag. Cette victoire n'aurait pas été possible sans l'héroïsme de ceux qui ont combattu dans tant d'autres batailles, petites et grandes; sans le courage et la bravoure des défenseurs et des habitants de Leningrad assiégée; sans la lutte héroïque des partisans dans les territoires occupés; et sans l'esprit de sacrifice et le labeur de ceux qui ont contribué à la victoire depuis les lignes arrières.

Quand nous parlons de cette victoire, nous reviennent en mémoire le courage des soldats de la coalition alliée ainsi que la fraternité et la coopération sans précédent des alliés. Bien avant qu'un deuxième front ne s'ouvre en Europe, des convois ont commencé à traverser l'Arctique, acheminant des fournitures indispensables depuis la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique vers les ports du nord de l'Union soviétique. L'histoire de l'escadron Normandie-Niemen de l'armée de l'air française est célèbre. Formé sur le territoire soviétique en 1942, il a participé à la bataille de Kursk, à l'offensive biélorusse et aux incursions en Prusse orientale. La mémoire de ces exemples héroïques et de tant d'autres de notre lutte commune perdure. Voilà pourquoi certaines rues de villes russes portent le nom des convois de l'Arctique et du régiment Normandie-Niemen, et pourquoi Stalingrad a donné son nom à certaines rues et places en France, en Belgique, en Italie et ailleurs. La rencontre des contingents soviétiques et américains au bord de l'Elbe est devenue un formidable symbole de cette lutte commune et de cette victoire partagée. La contribution à la cause commune des antifascistes qui ont trouvé la force de défendre leurs idéaux face à un danger mortel était particulièrement précieuse.

Mais la guerre n'est pas restée confinée en Europe. Dans la lutte acharnée qui faisait rage en

Orient, la Chine et un certain nombre d'autres pays ont subi d'énormes pertes, et la guerre s'y est poursuivie jusqu'en septembre 1945. Nous ne devons pas non plus oublier les batailles qui ont été menées sur le continent africain. En d'autres termes, le monde entier a été touché par cette guerre. Quarante pays ont combattu. De nombreux États qui n'avaient pourtant pas été directement attaqués ont rejoint le combat, ce qui n'était guère surprenant compte tenu de l'importance des enjeux. Les nazis cherchaient non seulement à élargir leur espace de vie, mais également à entraîner le développement de toute la civilisation humaine dans leur voie scandaleusement cruelle.

En lisant les horribles documents nazis, l'on se rend compte que ce qui les animait n'était pas une simple haine des autres peuples, mais une méchanceté froide et calculatrice qui les a naturellement conduits à mettre leurs théories de supériorité raciale en pratique. Ayant commencé par introduire des lois discriminatoires et par instiller la xénophobie, ils ont déclaré publiquement que l'un de leurs objectifs politiques était d'exterminer des groupes ethniques entiers – les Juifs, les Roms, les Slaves. Pour atteindre cet objectif, ils ont mis en place tout un réseau de camps de concentration à travers toute l'Europe, dans lesquels ils ont appliqué leurs technologies létales incroyablement cruelles. Le camp de la mort d'Auschwitz, libéré par les soldats soviétiques, est devenu un symbole du mal de l'inhumanité propre au nazisme. Seule la victoire, une victoire dont le soixante-dixième anniversaire est célébré en ce moment même partout en Russie et dans de nombreux autres pays, pouvait mettre fin à cette débauche de violence.

Il semble clair que l'importance historique de la victoire sur le fascisme n'a strictement rien à voir avec des manœuvres politiciennes opportunistes. Quoi que l'on puisse penser des rebondissements politiques et diplomatiques qui ont eu lieu à la fin des années 30 et au début des années 40, le cours de l'histoire qui s'est ensuivi a établi une distinction claire entre les forces du bien et du mal, entre la coalition alliée et les puissances de l'Axe. Cette distinction s'est renforcée dans la Charte des Nations Unies et dans les décisions du Tribunal de Nuremberg. Ceux qui ont essayé de justifier, voire de glorifier les collaborateurs nazis ne peuvent inverser aujourd'hui le verdict incontestable de l'histoire. Ce n'est pas un hasard si ces efforts ont été condamnés une dizaine de fois dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

Dans notre esprit, la fin de la Deuxième Guerre mondiale est inextricablement liée à la création de l'Organisation des Nations Unies, qui se trouve au cœur d'un nouveau système de relations internationales. Le nom même de « Nations Unies » est apparu pendant la guerre, car c'est l'appellation que s'étaient attribués les pays de la coalition alliée. Les décennies qui ont suivi ont montré que le système que nous avons mis en place n'était pas idéal, mais il a permis d'empêcher le monde de sombrer dans une nouvelle catastrophe mondiale, et offre aux États une tribune et des outils permettant d'échanger sur un pied d'égalité sur nos problèmes les plus pressants et de régler des différends. Nous avons le devoir de traiter ces acquis avec soin et de manière responsable. Le prix qu'il en a coûté pour les obtenir était trop élevé, et les enjeux sont trop importants pour les générations futures.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

M. Mayr-Harting (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Turquie, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; le Liechtenstein, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldavie et la Géorgie s'associent à la présente déclaration.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour marquer solennellement le soixante-dixième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale et de la défaite du nazisme. Nous sommes réunis pour pleurer tous ces hommes, femmes et enfants, soldats ou civils, qui ont perdu la vie, victimes de la guerre. Nous sommes également réunis pour ne jamais oublier les heures les plus sombres de l'histoire européenne, quand le totalitarisme, le despotisme, la haine, l'intolérance, le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie ont conduit à une conflagration mondiale qui a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances pour la deuxième fois en une génération.

Notre objectif aujourd'hui est de nous souvenir des victimes innocentes de cette guerre, mais également de rappeler les valeurs fondamentales qui ont présidé à la création de l'Organisation. À ce propos, nous ne pouvons que nous remémorer le Préambule de la Charte

des Nations Unies, par lequel nous nous sommes déclarés résolus

« à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, et à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ».

Dans le même temps, c'est également le bon moment pour exprimer notre profonde gratitude aux nombreux millions d'hommes et de femmes à travers le monde qui ont sacrifié leur vie pour que les pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe puissent vivre dans la paix, la sécurité et le respect des droits de l'homme. Pris ensemble, la Deuxième Guerre mondiale et le crime sans précédent de l'Holocauste ont fait des dizaines de millions de victimes en Europe, et dévasté de grandes parties de ce continent. La guerre a quant elle également profondément divisé l'Europe pendant plus de quatre décennies. Les Européens ont dû attendre jusqu'en 1990 que la Charte de Paris pour une nouvelle Europe proclame que « l'Europe entière et libre appelle un nouveau départ » et rende hommage au « courage des hommes et des femmes » et à « la puissance de la volonté des peuples » qui l'ont rendu possible.

Ce message trouve également un écho dans la déclaration adoptée en avril 2003 à l'issue des négociations sur l'adhésion à l'Union européenne de 10 pays d'Europe centrale, orientale et méridionale, dans laquelle 25 membres de l'Union européenne, anciens et nouveaux, ont souligné leur « vœu commun de faire de l'Europe un continent de démocratie, de liberté, de paix et de progrès » ainsi que leur détermination « à éviter de nouvelles lignes de démarcation en Europe et à promouvoir la stabilité et la prospérité à l'intérieur de ses nouvelles frontières et au-delà de celles-ci ».

Depuis 1990, cette nouvelle Europe de la démocratie, de la paix et de l'unité prônée par la Charte de Paris a subi un certain nombre de revers très douloureux, mais l'Union européenne et ses désormais 28 États membres demeurent fermement attachés à ces objectifs. Cet anniversaire doit aussi servir à nous rappeler l'engagement que nous avons pris de nous abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou la souveraineté

de tout État. Le recours à la force et à la coercition pour modifier les frontières reconnues au plan international n'a pas de raison d'être. Cet anniversaire doit nous amener à redoubler d'efforts pour régler les différends par des moyens pacifiques. L'Union européenne et ses États membres sont fermement attachés aux principes de base énoncés dans la Charte des Nations Unies, qui sont aussi consacrés par les documents fondamentaux de l'Union européenne, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de l'Europe.

Nous devons nous rappeler des causes et nous libérer de l'héritage de la guerre et, sur la base des progrès accomplis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, œuvrer à la promotion des valeurs démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Nous rendons hommage à tous ceux qui ont combattu pour la liberté et la paix. Nous devons nous inspirer de leur exemple pour nous rassembler, envisager l'avenir avec espoir et redoubler d'efforts aux fins de la paix et de l'entente. Aujourd'hui, les Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent ensemble assumer ce rôle fondamental.

M. Mahmadaminov (Tadjikistan) (*parle en russe*) : Tout d'abord, je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette réunion solennelle de l'Assemblée générale en commémoration de toutes les victimes de la Deuxième Guerre mondiale.

En tant que représentant des États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), j'ai l'honneur de donner lecture de la déclaration des Ministres des affaires étrangères des États membres de l'OTSC – la République d'Arménie, la République du Bélarus, le Kazakhstan, la République kirghize, la Fédération de Russie et la République du Tadjikistan – concernant le soixante-dixième anniversaire de la victoire et de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

« À la veille du soixante-dixième anniversaire de la victoire contre le fascisme et de la fin de la Deuxième Seconde Guerre mondiale, qui a duré de 1941 à 1945, nous, Ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective, rendons hommage aux dizaines de millions de nos compatriotes qui ont trouvé la mort sur les lignes de front et dans les combats partisans, les bombardements et sous l'occupation, ainsi qu'à ceux qui sont morts dans les camps de concentration de faim, de froid et du fait des

blocus. Nous rendons aussi hommage aux millions de personnes, notamment d'enfants, qui sont morts pour la victoire.

Nous nous souvenons de ce qui a été accompli il y a 70 ans, et nous soulignons que cette victoire n'a été possible que grâce aux efforts conjoints de tous ceux, nombreux, qui ont combattu au nom de la liberté ainsi que pour déterminer leur propre destin et leur propre voie de développement. Nous devons nous rappeler de cette guerre contre l'idéologie de la haine chaque fois qu'il nous faudra neutraliser de nouveaux défis et de nouvelles menaces.

La victoire de 1945 l'a été au nom des valeurs collectives de l'humanité tout entière, et cela s'est confirmé avec l'adoption, le 26 février, à l'initiative de nos États, de la résolution 69/267, intitulé « Soixante-dixième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale ». Les États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective rejettent catégoriquement et condamnent fermement toute tentative de réécriture de l'histoire ou de déformation et de révision des résultats de la Deuxième Guerre mondiale. Nous trouvons qu'il est inadmissible d'essayer de glorifier le nazisme ou tout autre nationalisme violent. Nous jugeons aussi inacceptable les tentatives cyniques d'élever au rang d'héros ceux qui ont lutté contre la coalition antihitlérienne pendant la Deuxième Guerre mondiale ou collaboré avec les Nazis. Nous pensons que les pays qui ont vaincu le fascisme doivent empêcher toute résurgence du néofascisme, du chauvinisme et d'autres formes de xénophobie, ainsi que la vulgarisation du nationalisme radical, notamment chez les jeunes.

L'histoire nous a montré les dangers de l'intolérance, de la discrimination, de l'extrémisme et de la haine fondée sur l'appartenance ethnique, raciale et religieuse. Nous considérons comme inacceptable l'adoption de politiques qui divisent, prônent la fermeture des frontières et sont sources de haine, de tensions, de confrontation et de division du monde en sphères d'influence, ainsi que l'ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains. Cela impose aux États la responsabilité supplémentaire de prévenir toutes les formes d'intolérance ou de discrimination, et nous, en tant que descendants des vainqueurs,

devons montrer l'exemple à cet égard. Nous sommes convaincus que le règlement pacifique des conflits, dans le respect des normes du droit international et conformément aux buts et principes des Nations Unies, est le seul moyen d'empêcher de nouvelles guerres et de préserver les générations actuelles et futures de ce fléau.

En ce jour également, nous célébrons le travail effectué par le Tribunal militaire international de Nuremberg, qui a consacré la défaite du fascisme et jeté les bases juridiques visant à prévenir l'éclatement de guerres et la commission d'actes de génocide, de torture et d'autres atrocités. Nous demandons à la communauté internationale de respecter et de défendre les principes du droit international, fondement inaliénable et essentiel de l'ordre mondial actuel qui ne doit se prêter à aucune révision.

L'un des principaux résultats de cette grande victoire a été la création de l'Organisation des Nations Unies, fondée sur la philosophie du multilatéralisme et de l'action collective et sur des mécanismes fiables créés pour garantir la paix internationale. Nous pensons que la Charte des Nations Unies demeure la base du développement des relations internationales. Nous prenons acte de la contribution de tous les peuples du monde à la lutte contre le nazisme, et nous appelons tous les pays à honorer la mémoire des victimes de la Guerre. Nous pensons qu'il faut marquer cet anniversaire pour rendre à toutes les victimes de cette Guerre l'hommage qui leur est dû.

En rendant hommage à ceux qui ont trouvé la mort en luttant pour la liberté et l'indépendance de nos peuples, et en exprimant notre profonde gratitude aux anciens combattants, auxquels nous sommes redevables, nous sommes convaincus que l'anniversaire de la grande victoire deviendra celui de la célébration de la victoire de la paix et de l'harmonie ».

M. Kolga (Estonie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de la Lettonie, de la Lituanie et de mon propre pays, l'Estonie. Nous nous associons pleinement à la déclaration qui a été faite par l'observateur de l'Union européenne.

Nous nous réunissons aujourd'hui pour nous souvenir des innocentes victimes de la Deuxième Guerre

mondiale et des vies perdues pendant cette guerre, mais aussi pour rappeler les valeurs fondamentales qui ont présidé à la création de l'Organisation des Nations Unies. En rappelant le passé, nous devons hélas admettre que les conséquences personnelles, psychologiques, démographiques, économiques et politiques de la Deuxième Guerre mondiale se font encore sentir à ce jour. Nous restons aussi bien conscients que ce n'est pas uniquement les deux guerres mondiales qui ont infligé d'indicibles souffrances à l'humanité au cours des 100 dernières années.

Malheureusement, nos efforts en faveur de la paix ont trop souvent échoué, et un grand nombre de crises et de conflits aujourd'hui ne sont toujours pas réglés. Cet anniversaire doit nous rappeler notre engagement à nous abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou la souveraineté d'un État. Il doit également nous inciter à redoubler d'efforts pour régler les différends par des moyens pacifiques. Nous sommes profondément attachés aux principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies et sommes fermement convaincus qu'il n'y a pas de place pour l'usage de la force ou de la coercition pour modifier les frontières internationalement reconnues. L'ONU a été créée pour mettre un terme à un monde où la force prime le droit. Chacun de nous se doit de veiller à ce que les jours sombres de la guerre et de l'injustice issus d'un tel monde ne puissent plus jamais prévaloir.

Tout en commémorant sincèrement toutes les victimes de la Seconde Guerre mondiale et en rendant un hommage solennel à toutes les femmes et à tous les hommes du monde entier qui ont lutté pour la liberté et la paix, nous savons que la guerre a laissé l'Europe profondément divisée pendant plus de 40 ans. Alors que nous commémorons la fin des atrocités de la Seconde Guerre mondiale, nous devons également nous rappeler que pour de nombreux pays d'Europe, dont nos trois pays, la fin du conflit n'a pas apporté la liberté, mais la poursuite de l'oppression et de l'injustice ainsi que d'autres crimes contre l'humanité. Les États baltes n'ont pas pu être parmi les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, parce qu'ils avaient été occupés tout d'abord par l'Union soviétique, puis par les nazis, puis à nouveau par les troupes soviétiques. Pour les hommes des États baltes, la Seconde Guerre mondiale a été particulièrement déchirante, car ils ont été recrutés de force dans les forces armées des deux camps engagés dans la bataille.

Au moment de la création de l'Organisation des Nations Unies, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie étaient illégalement annexées à l'Union soviétique et n'ont pu se libérer que des décennies plus tard. Voilà notre histoire. Elle ne peut être niée ou considérée comme un détail, et on ne peut certainement pas dire qu'il s'agit d'une réécriture de l'histoire. Par conséquent, tout en commémorant les victimes de cette guerre, nous rendons également hommage aux dizaines de milliers de nos compatriotes qui ont sacrifié leur vie dans la lutte pour notre indépendance après la fin officielle de la guerre en Europe. Nos pensées vont également à toutes les victimes des régimes d'occupation nazi et soviétique qui ont été déportées et condamnées à mourir loin de chez elles.

Se rappeler que l'Organisation des Nations Unies a été créée pour préserver les générations futures du fléau de la guerre, proclamer à nouveau la foi dans les droits fondamentaux de l'homme, créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, devrait nous inciter à redoubler d'efforts pour promouvoir la paix et la compréhension dans le monde.

Mme Mościcka-Dendys (Pologne) (*parle en anglais*) : Près de 70 ans se sont écoulés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui a été la guerre la plus terrible, la plus cruelle et la plus sanglante de l'histoire de l'humanité. La Pologne, mon pays, a été la première victime de l'agression nazie, lorsque, le 1^{er} septembre 1939, nous avons été envahis par l'Allemagne, date qui marque le début de la Seconde Guerre mondiale en Europe. Quelque 17 jours après l'agression allemande, les troupes soviétiques envahissaient la Pologne depuis l'est, et peu après, l'ensemble du territoire polonais se retrouvait occupé.

La Pologne a connu les pires formes de la folie idéologique d'Hitler et de Staline. Le génocide, les assassinats politiques, le nettoyage ethnique et la destruction physique faisaient partie de la vie quotidienne de la Pologne occupée. Notre région est celle où le nazisme et le communisme soviétique ont commencé en tant qu'alliés avant de s'affronter et de se montrer sous leur jour le plus sombre. Une région que l'historien de Yale, Timothy Snyder appelle dans son ouvrage sur l'Europe de l'Est les « Terres de sang ».

La Pologne a payé un lourd tribut durant la Seconde Guerre mondiale. Plus de 6 millions de citoyens

polonais, dont 3 millions de juifs polonais, ont péri. Sur chaque millier de citoyens polonais, 220 perdirent la vie. Nous avons également subi d'énormes pertes matérielles. Au moins 83 % du centre de notre capitale, Varsovie, fut réduit à l'état de ruines. Il n'est guère de famille qui n'ait été tragiquement touchée par le conflit, et la fin de la guerre n'a pas apporté automatiquement la liberté et l'indépendance. Bien que les soldats polonais se soient battus sur tous les fronts durant la Seconde Guerre mondiale, que ce soit en Norvège, en France – y compris sur les plages de Normandie –, en Grande-Bretagne, en Italie ou en Afrique du Nord, ils n'ont pas connu la liberté à laquelle ils aspiraient pour leur propre pays. La Pologne est tombée sous le joug de l'Union soviétique jusqu'en 1989, lorsque notre souveraineté pleine et entière a finalement été restaurée.

Aujourd'hui, il est de notre devoir de préserver le souvenir de la Seconde Guerre mondiale et d'en tirer les enseignements. Nous ne devons pas oublier, comme l'a dit un jour Anne Applebaum, que la moitié de l'Europe a été libérée au prix de l'asservissement de l'autre moitié pendant 50 ans. Qu'est-ce que cela nous enseigne? Quelles leçons pouvons-nous en tirer pour l'avenir? En ce jour du souvenir, nous devons honorer toutes les victimes de la guerre et nous rappeler les immenses souffrances et les terribles destructions qu'elle a infligées aux populations dans de nombreuses régions du monde. Nous devons également nous rappeler que l'Organisation des Nations Unies a été créée pour préserver les générations futures du fléau de la guerre. Au cours des 70 ans qui se sont écoulés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux instruments ont été créés en vue d'atteindre cet objectif.

Malheureusement, nous n'avons pas toujours réussi. La tragique guerre des Balkans dans les années 90 nous a fait comprendre que l'Europe, malgré son passé tragique, n'était pas encore à l'abri du cauchemar de la guerre et des effusions de sang. En 2014, un autre conflit dramatique a éclaté à nos portes, et l'Organisation des Nations Unies n'a pas trouvé de réponse adéquate pour atténuer la situation. Nous sommes confrontés à des conflits dans de nombreuses autres régions du monde, en Afrique, au Moyen-Orient et ailleurs. Nous devons agir résolument et inlassablement conformément aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Nous le devons à tous ceux qui ont perdu la vie en luttant pour la paix et pour un avenir meilleur.

M^{me} Burlacu (Roumanie) (*parle en anglais*) : La Roumanie s'associe à la déclaration faite par le chef de la délégation de l'Union européenne. Ma délégation voudrait également faire quelques remarques supplémentaires à titre national.

Le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies offre l'occasion de réfléchir en profondeur au passé et à l'avenir de notre action commune sur la scène internationale, et je dirais même nous y oblige. Il est, en effet, important de rendre hommage à toutes les victimes de la Seconde Guerre mondiale.

En 1945, la Roumanie était le quatrième plus grand fournisseur d'effectifs durant la guerre, derrière l'Union soviétique, les États-Unis et le Royaume-Uni. De ce fait, peu de temps après la fin de la guerre, la plus haute distinction fut décernée par l'Union soviétique et par les États-Unis au Roi de Roumanie, Mihai I^{er}, qui est encore en vie aujourd'hui, pour le rôle qu'il avait joué pour mettre un terme au conflit. Nous sommes très fiers de la contribution de la Roumanie à la victoire finale des Alliés dans la Seconde Guerre mondiale.

Dans un premier temps, en 1941, la Roumanie était entrée en guerre contre l'Union soviétique afin de recouvrer son intégrité territoriale. Mais en août 1944, après le renversement du régime Antonescu, elle changea de camp et rejoignit les Puissances alliées pour lutter contre l'Allemagne en vue de préserver son intégrité territoriale. Entre août 1944 et mai 1945, plus de 275 000 soldats roumains ont été engagés dans les combats durant lesquels ils ont libéré de nombreux villages et villes, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Autriche également, et enregistré 170 000 morts et blessés.

L'ONU est née de la perte et des souffrances de millions de personnes, de leur espoir commun en un avenir meilleur, ayant comme valeurs fondamentales la dignité humaine et la paix. Ces idéaux et l'esprit qui a inspiré la création de l'ONU sont toujours loin d'être devenus réalité. La réapparition de conflits dans de nombreuses régions du monde, ces dernières années en particulier, surtout au Moyen-Orient, et la montée en puissance d'acteurs non étatiques mus par une idéologie extrémiste mettent à rude épreuve le système international de sécurité.

Même s'il est évident que les conditions de sécurité ont radicalement changé, il importe de souligner que l'essentiel de notre système de sécurité

collective demeure inchangé. L'obligation de s'abstenir de recourir à l'emploi de la force dans les relations internationales vaut tout autant aujourd'hui qu'en 1945. La nécessité de mener une action conjointe est tout aussi valable aujourd'hui qu'en 1945, et accrue de manière exponentielle par la rapidité des échanges dans un monde d'interdépendance.

Nous devons garder à l'esprit le fait que, si nous ne nous attaquons pas aux causes profondes des conflits – multidimensionnelles, y compris les aspects économiques, sociaux et, enfin et surtout, politiques –, la communauté internationale ne sera pas en mesure d'instaurer durablement la paix. Les crises à répétition montrent que des interventions préventives ne suffisent pas et qu'elles doivent s'inscrire dans le cadre d'un ensemble complexe de mesures à long terme. L'idée que nous nous faisons des conditions nécessaires à une paix durable a été exprimée il y a longtemps par l'éminent diplomate roumain, Nicolae Titulescu, qui a assumé à deux reprises la présidence de la Société des Nations. Ses pensées sont toujours pertinentes aujourd'hui. Il a déclaré :

« Tout d'abord, les vainqueurs d'une guerre doivent oublier leur haine et comprendre que toutes les parties à une guerre en souffrent ... Ensuite, il faut que tous les peuples se mélangent, qu'ils se rencontrent et qu'ils partagent leurs intérêts communs. »

Faisant référence aux causes qui suscitent et exacerbent des tensions internationales, Titulescu a soutenu que le monde n'avait pas besoin de réviser ses traités mais de réviser son état d'esprit. Dans ce contexte, et compte tenu de la nature des menaces actuelles, il faut insister tout particulièrement sur l'éducation, en particulier au lendemain d'un conflit ou, comme c'est de plus en plus souvent le cas aujourd'hui, dans des zones libérées du terrorisme, afin de prévenir de nouvelles atrocités et de permettre le relèvement social. L'ONU et ses différents organes ont un rôle important à jouer dans l'application de tous ces concepts. La participation des femmes est également essentielle pour mettre fin aux conflits et favoriser le développement.

La Roumanie, Membre de l'ONU depuis 60 ans, continue de prôner une paix durable fondée sur un sentiment partagé de sécurité, assurant la stabilité tout en renforçant une confiance et une connaissance mutuelles entre les pays, y compris l'analyse prudente des divergences de vues et l'identification de moyens de les surmonter. Les moyens de règlement des

conflits acceptés doivent être uniquement politiques et juridiques. L'esprit de solidarité humaine doit l'emporter sur la force militaire. Cette conviction est inscrite dans la politique étrangère de la Roumanie, et la promotion de la primauté du droit dans les relations internationales est une constante de la politique étrangère de la Roumanie.

Les hommages tel celui-ci sont des moments de réflexion sur les enseignements tirés, en particulier les enseignements douloureux. L'Holocauste doit occuper une place particulière dans nos esprits; nous restons déterminés à saluer la mémoire de ses victimes, à condamner fermement toute tentative visant à le dénaturer ou le nier, et à combattre l'antisémitisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. S'agissant toujours des enseignements tirés, la Roumanie est fière de sa politique d'ouverture.

Enfin, méditons ces paroles prononcées par le deuxième Secrétaire général, le regretté Dag Hammarskjöld : « L'ONU n'a pas été créée pour conduire l'humanité au ciel mais pour la sauver de l'enfer ». Nous devons tous reconnaître l'énorme travail réalisé par l'ONU depuis sa création ainsi que la tâche colossale que nous devons encore accomplir. Le meilleur hommage que nous, les Nations Unies, pouvons rendre ensemble aux victimes est de prendre des mesures résolues pour avancer dans la réalisation des idéaux pour lesquels des millions de personnes ont perdu la vie.

M^{me} Power (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Il y a 70 ans aujourd'hui, le 5 mai 1945, des soldats de la 11^e division blindée de l'Armée américaine libéraient le camp de concentration nazi de Mauthausen. Près de 200 000 prisonniers avaient franchi les portes du camp de Mauthausen depuis 1938 – y compris des Juifs, des Roms, des Républicains espagnols, des communistes et des membres des brigades internationales originaires de Tchécoslovaquie, de Pologne et d'autres pays. Près de la moitié des prisonniers – 100 000 hommes, femmes et enfants – ont été tués, pendus, torturés ou sont morts de faim ou dans une chambre à gaz construite à l'image des douches communes. Sur la porte de la chambre, il y avait une petite fenêtre par laquelle des officiers nazis en visite regardaient le gazage.

Les SS ont accéléré le rythme des meurtres à l'approche des libérateurs. Le 20 avril, 3 000 prisonniers se trouvant dans l'infirmerie de Mauthausen ont été désignés pour mourir. La chambre à gaz allait être utilisée pour la dernière fois le 28 avril. Les soldats américains ont trouvé les dernières victimes dans la chambre. Elles étaient habillées; il semble que les

bourreaux n'avaient guère de raison de continuer de faire croire que la chambre était une douche.

Bien entendu, les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale ont pris de nombreuses formes autres que les camps de concentration. Tatyana Savicheva n'avait que 11 ans au début du siège de Leningrad. Elle vivait avec sa mère et un frère et deux sœurs; elle inscrivait tout ce qu'elle a vécu dans un journal, qu'elle a fini par brûler pour se réchauffer. Elle a cependant conservé un petit carnet, dont les seules entrées se lisaient comme suit :

« Zhenya est morte le 28 décembre à midi, 1941. Grand-maman est morte le 25 janvier à 15 heures, 1942. Leka est mort le 17 mars à 5 heures, 1942. Oncle Vasya est mort le 13 avril à 2 heures du matin, 1942. Oncle Lesha est mort le 10 mai à 16 heures, 1942. Maman est morte le 13 mai à 7 h 30, 1942. Les Savichev sont morts. Tout le monde est mort. Il ne reste que Tanya. »

Les membres de la famille de Tatyana comptaient parmi les quelque 800 000 Russes morts de faim durant le siège de Leningrad : 800 000. Tatyana a été secourue en 1942, mais son état de santé ne s'est jamais amélioré. Elle est morte elle aussi, le 1^{er} juillet 1944. Elle avait 14 ans. Aujourd'hui, au moment où nous sommes réunis pour commémorer la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'ampleur des pertes est toujours aussi incompréhensible. Et les détails continuent de nous hanter. Pensons au fait que, pour chaque habitant de Dresde, il y avait 42,8 m³ de décombres. Ou pensons aux « odeurs troublantes » qui sortaient des sous-sols et des décombres quand les températures ont augmenté à Varsovie à la fin de l'hiver et au début du printemps – une époque durant laquelle un journaliste a écrit « personne ... ne peut se consoler en se disant que le quart de million de personnes mortes à Varsovie ont toutes été enterrées comme il se doit ».

Alors que nous rendons hommage aux dizaines de millions de personnes mortes durant la guerre, y compris plus de 400 000 Américains, nous devons nous rappeler pourquoi ils ont perdu la vie. Nous devons nous rappeler pourquoi les Alliés ont combattu pour libérer les camps de la mort tel celui de Mauthausen; et pourquoi des enfants, telle Tatyana, âgée de 11 ans, creusaient des tranchées pour défendre Leningrad, leur ville assiégée. Ils ont combattu car, comme l'a dit Winston Churchill en termes éloquentes en septembre 1939, peu de temps après l'invasion de la Pologne par les nazis :

« Il ne s'agit pas de se battre pour Dantzig ... Nous nous battons pour préserver le monde entier de cette peste qu'est la tyrannie nazie et pour défendre ce que l'homme a de plus sacré ... Il s'agit d'une guerre destinée à établir sur des fondements inaltérables les droits de l'individu... [et] à établir et restaurer la dignité de l'homme. »

Par d'innombrables actes de bravoure et sacrifices – certains sont établis; la plupart, nous n'en aurons jamais connaissance –, ils ont réussi à défendre et à finalement restaurer la dignité des hommes et des femmes.

Ils sont la raison pour laquelle nous sommes réunis ici aujourd'hui et pour laquelle l'ONU existe. L'idée des droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine, confirmée par la Déclaration universelle des droits de l'homme, est l'un des fondements inébranlables sur lesquels est ancré notre ordre mondial, tout comme le système de justice internationale qui nous permet aujourd'hui de faire répondre de leurs actes les seigneurs de guerre et les dictateurs et dont l'embauche a d'abord été conçue à Nuremberg.

Mais si nous voulons vraiment honorer leur sacrifice, nous devons faire bien plus que leur rendre hommage; nous devons constamment nous demander si nous faisons assez pour défendre les principes pour lesquels ils se sont battus; assez pour garantir les droits dont ils affirmaient qu'ils n'existaient pas seulement sur le papier. Ces principes sont bafoués par des gouvernements qui recourent aux gaz et aux barils d'explosifs contre leur propre population, et utilisent la famine comme arme de guerre, ainsi que continue de le faire le régime d'Al-Assad. Et ils sont affaiblis par des régimes qui enferment 100 000 de leurs citoyens dans des camps de prisonniers, les font travailler jusqu'à la mort et forcent les enfants à assister aux exécutions de leurs parents, comme cela se passe actuellement en Corée du Nord.

Des millions de personnes ont donné leur vie parce qu'elles pensaient que notre monde ne pouvait tolérer de tels crimes. Nous admirons leur sacrifice et nous leur devons, pour nous et pour les générations futures, d'être fidèles aux principes pour lesquels elles se sont battues.

M. Liu Jieyi (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise se félicite de la convocation de cette réunion extraordinaire solennelle de l'Assemblée

générale pour commémorer le soixante-dixième anniversaire de la victoire dans la guerre mondiale contre le fascisme. En cette occasion importante, nous honorons sincèrement la mémoire des victimes innocentes de la guerre et rendons tous les hommages aux martyrs courageux qui ont sacrifié leurs précieuses vies au nom de la victoire sur le fascisme et de la paix mondiale, de la civilisation et du progrès humain.

La Deuxième Guerre mondiale fut une page sombre de l'histoire humaine. Comme le souligne la résolution 69/267 de l'Assemblée générale de février 2015, la Deuxième Guerre mondiale a infligé des souffrances indicibles à l'Asie, à l'Europe, à l'Afrique, au Pacifique et à d'autres régions du monde. Cette guerre a provoqué des ravages sans précédent sur la civilisation humaine. Mais la Deuxième Guerre mondiale fut également une grande guerre de l'histoire humaine, au cours de laquelle la justice a vaincu le mal, la lumière a vaincu les ténèbres, et les progressistes ont vaincu les réactionnaires. Toutes les nations éprises de paix ont formé une coalition mondiale antifasciste qui, au terme d'un combat laborieux et héroïque, a triomphé du fascisme, ce qui a eu des répercussions considérables et profondes pour la civilisation et le progrès humains.

Afin de commémorer le soixante-dixième anniversaire de la victoire dans la guerre mondiale contre le fascisme et de la création de l'Organisation des Nations Unies, la communauté internationale organisera une série d'activités commémoratives. Le Gouvernement chinois va quant à lui organiser des activités pour commémorer le soixante-dixième anniversaire de la guerre de résistance du peuple chinois contre le Japon et de la guerre mondiale contre le fascisme.

La guerre chinoise contre le Japon a fait partie de la guerre internationale contre le fascisme. Principal champ de bataille en Orient de la lutte antifasciste mondiale, c'est en Chine que la guerre a éclaté en premier et c'est là qu'elle a duré le plus longtemps, et au cours de celle-ci le peuple chinois a consenti un énorme sacrifice national : selon certaines statistiques, encore incomplètes, le nombre de morts chinois, militaires et civils compris, s'élève à plus de 35 millions. En valeur de 1937, les pertes économiques directes s'élèvent à plus de 100 milliards de dollars, et les pertes indirectes à 500 milliards.

La guerre de résistance de la Chine contre le Japon a aidé et soutenu les efforts de guerre des puissances alliées sur les champs de bataille d'Europe et du Pacifique. Elle a donc eu une grande importance

stratégique. Au cours de la guerre de résistance de la Chine contre le Japon, les puissances alliées – l'Union soviétique, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, ainsi que la coalition antifasciste – ont apporté aux Chinois un précieux appui matériel et humain. Des combattants antifascistes venus de Corée, du Viet Nam, du Canada, d'Inde, de Nouvelle-Zélande, de Pologne, du Danemark et même d'Allemagne, d'Autriche, de Roumanie, de Bulgarie et du Japon ont directement participé à la guerre de résistance de la Chine contre le Japon. Le peuple chinois n'oubliera jamais ces pays et amis internationaux qui ont contribué matériellement et moralement à sa guerre de résistance contre le Japon. Nous n'oublierons jamais ces amis étrangers qui sont venus en aide aux réfugiés chinois après le massacre de Nanjing et d'autres tragédies. Nous n'oublierons jamais les martyrs volontaires originaires de divers pays qui ont donné leur vie sur le champ de bataille chinois.

La victoire dans la guerre mondiale contre le fascisme a pu être remportée grâce à l'important sacrifice consenti par les peuples du monde entier, y compris le peuple chinois. Tous les peuples doivent y voir un enseignement important, selon lequel il faut se souvenir du passé, et non pas l'oublier, car il doit nous servir de guide pour l'avenir. L'histoire ne doit pas tomber aux oubliettes, car oublier l'histoire équivaut à la trahir. Aucun peuple ni aucun pays, notamment ceux qui ont subi la Deuxième Guerre mondiale, ne peut tolérer les propos ou les actes qui tentent d'édulcorer, de nier ou de glorifier les agressions passées. La communauté internationale doit rester vigilante à l'égard de tels propos ou actes. Nous insistons sur le fait que l'histoire ne doit pas perpétuer la haine, mais inciter les peuples à respecter et à préserver la paix. Ce n'est qu'en se rappelant les souffrances de la Guerre que nous pourrions apprécier la valeur de la paix; ce n'est qu'en se rappelant l'histoire que, comme le stipule la Charte des Nations Unies, nous pourrions préserver les générations futures du fléau de la guerre.

Au cours des 70 années écoulées, le monde a connu de profonds changements. L'histoire a changé l'humanité; une ère de paix, de coopération au service du développement et de progrès pour tous s'ouvre aujourd'hui à nous. La configuration des forces internationales favorise la paix et le développement. Des conditions plus favorables ont été mises en place en vue d'une stabilité générale dans la situation mondiale et pour la promotion d'un développement commun. La Chine est disposée à coopérer avec l'ensemble

des Membres de l'ONU pour évaluer la situation d'ensemble du monde, suivre les tendances générales du moment et se conformer aux principes de respect mutuel et d'égalité, et instaurer un développement commun avec une approche coopérative pour créer une situation où tout le monde est gagnant, une doctrine de sécurité commune, intégrée, coopérative et viable, ainsi que la tolérance, l'ouverture et les échanges culturels, en vue de définir ensemble un nouveau type de relations internationales fondées sur le principe du « tous gagnants » afin de promouvoir l'avenir commun de l'humanité et de mieux servir les peuples.

M. Dapkiunas (Biélorus) (*parle en russe*) : Il y a 70 ans, le 25 avril 1945, deux semaines avant la signature à Karlshorst de l'acte de capitulation inconditionnelle du régime fasciste et la fin de la Guerre en Europe, deux événements se produisirent quasi simultanément dans deux endroits très éloignés l'un de l'autre, dont les profondes implications ne sont malheureusement toujours pas pleinement comprises et reconnues jusqu'à ce jour.

En ce jour de printemps, non loin de la ville de Torgau, sur l'Elbe, les soldats de l'Armée Rouge firent jonction avec ceux des États-Unis. La conséquence de cette rencontre, devenue le symbole de la fraternité d'armes des Alliés, est que le reste des forces armées du régime nazi fut scindé en deux groupes. Le même jour, à des milliers de kilomètres de l'Europe ravagée par la guerre, à San Francisco, les représentants de 50 pays, dont le Biélorus, se réunissaient à l'occasion d'une conférence qui allait poser les fondements de l'Organisation des Nations Unies. Par la volonté du ciel, l'esprit de l'Elbe et l'esprit des Nations Unies venaient de naître et de s'unir en un même jour. Ces deux événements furent les signes annonciateurs d'un nouvel espoir pour l'humanité.

Malheureusement, ils n'ont pas marqué l'avènement d'une ère de coopération et de confiance. La guerre froide et le rideau de fer ont non seulement divisé le continent européen, mais aussi défini pour très longtemps la logique de confrontation et de dissuasion réciproque en tant qu'impératif dominant de la politique mondiale, un impératif qui n'a cependant empêché ni la chute du rideau de fer ni la fin de la guerre froide.

Aujourd'hui, nous croyons que ce qu'on appelle le jeu à somme nulle est le seul moyen pour l'humanité de vivre ensemble, tandis que la domination et l'oppression des plus faibles et la réduction au silence des voix

dissidentes par les plus forts reste un moteur naturel de l'histoire.

Ces dernières décennies, de plus en plus de voix sceptiques se sont élevées pour demander pourquoi le monde d'aujourd'hui avait besoin de se rappeler les leçons de la Deuxième Guerre mondiale. Oui, ce fut une tragédie; oui, les victimes furent nombreuses, mais le monde a beaucoup changé depuis et a continué de se développer. Le moment ne serait-il pas venu de tourner cette page de l'histoire et de cesser d'être prisonniers de ces vieux concepts?

Non, le moment n'est pas venu et il n'arrivera jamais, car le jour où l'humanité cessera de se souvenir de cette catastrophe mondiale marquera l'aube d'une nouvelle histoire et le premier jour d'une nouvelle guerre mondiale, qui sera littéralement la dernière. En effet, dans un monde où les armes nucléaires prolifèrent, comment pourrait-il en être autrement.

Pourquoi donc avons-nous besoin de nous souvenir de cette guerre? Pourquoi devons-nous nous rappeler que pour les centaines de millions de personnes qui se sont établies et vivent aujourd'hui dans l'ancien territoire de l'Union soviétique, l'abréviation « SS » ne sera jamais associée à autre chose qu'à la cruauté, au génocide et à la mort.

Pourquoi est-il choquant de considérer la contribution réelle de l'Union soviétique à la victoire sur le fascisme ou au moins de savoir de quel côté se battait l'Armée rouge pendant la guerre?

Pourquoi faut-il que le monde sache ce qui s'est passé à Kathyn, Maly Trostenets, Oradour, Babi-Yar, Auschwitz et Lidice? Pourquoi a-t-on besoin de connaître les circonstances et l'histoire de ces tragédies qui ont laissé tant de cicatrices dans le cœur de l'humanité?

Il ne s'agit pas seulement de comprendre et de se souvenir, il s'agit également d'un devoir moral envers les dizaines de millions de victimes de cette guerre et envers ceux qui ont trouvé le courage et la force de résister aux nazis. Il ne s'agit pas seulement de respect et de reconnaissance de l'héroïsme de ceux qui ont fait le sacrifice suprême afin de stopper l'avènement d'un nouvel ordre mondial fondé sur la haine raciale, le nationalisme militant et l'intolérance.

Comme l'a si bien dit un poète : « Il n'y a pas que les morts qui en ont besoin, les vivants en ont besoin aussi ».

Nous devons tirer les enseignements de la Deuxième Guerre mondiale, car c'est notre propre avenir qui est en jeu. L'histoire se répète inévitablement pour ceux qui oublient d'en tirer les leçons.

Tant que les États envisageront sérieusement des stratégies fondées sur le droit des nations élues de dominer certaines régions ou le monde et de transformer l'ordre en place au nom de leur propres idéaux subjectifs, et que les appels à reconnaître la diversité et à trouver des moyens nouveaux de poursuivre le développement de la société humaine resteront des appels en l'air, il ne sera pas possible de comprendre la fragilité de notre ordre social ni le caractère imprévisible de toute transformation imposée par la force. Tant que la retenue, la volonté d'écouter l'autre, la tolérance et la compassion continueront d'être considérées en politique internationale comme des signes de faiblesse et que la menace ou l'emploi de la force, les pressions, le chantage et les sanctions seront admirés, et tant qu'il y aura des stratèges politiques et militaires qui envisagent de recourir à l'emploi des armes nucléaires, nous ne pourrons pas – nous n'aurons aucun droit – de considérer avoir réellement tiré les enseignements de la Deuxième Guerre mondiale.

En se rendant dans la salle de l'Assemblée générale aujourd'hui, les participants ont dû voir au premier étage l'exposition photos organisée par huit pays frères à la mémoire des héros et des victimes de la Deuxième Guerre mondiale. L'exposition, intitulée « La dernière guerre mondiale : commémorer pour la paix », n'est pas que l'expression d'un art ou d'un naïf espoir; il s'agit d'un appel rempli de douleur et d'espoir lancé à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies pour que par leurs actions concrètes, leur ouverture et leur rapprochement les uns des autres, notamment ici, à l'ONU, à l'occasion du Sommet des Nations Unies prévu en septembre, ils fassent renaître l'esprit des Nations Unies et l'esprit de l'Elbe.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Ce week-end, les pays du monde entier marqueront une pause pour pleurer les millions d'hommes, de femmes et d'enfants innocents qui ont perdu la vie au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Quelles que soient les couleurs pour lesquelles ils ont combattu, qu'ils soient des civils ou des militaires, nous nous souviendrons d'eux.

En ce jour de souvenir, nous célébrerons aussi l'héroïsme et l'extraordinaire courage de nos anciens combattants qui ont libéré l'Europe et mis fin à près

de six années de conflit. Au Royaume-Uni, nous ferons retentir les cloches des églises et allumerons des feux en guise de célébration, tout comme ce fut le cas il y a 70 ans.

Nous n'oublierons jamais le sacrifice et le service rendu par nos hommes et nos femmes qui ont contribué à vaincre le fascisme. Comme nous n'oublierons pas non plus la bravoure de nos alliés, notamment les huit millions de citoyens du Commonwealth, qui ont combattu à nos côtés.

En ce soixante-dixième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, faisons en sorte de ne jamais oublier la toute première ligne de notre Charte des Nations Unies : notre résolution à « préserver les générations futures du fléau de la guerre ».

La Seconde Guerre mondiale nous a montré le côté le plus sombre de l'humanité. Elle a redéfini ce que nous entendons par antisémitisme, racisme et intolérance. De nombreux auteurs de ces crimes odieux sont encore traduits en justice à ce jour. Et pourtant, des cendres du conflit est née une Organisation vouée à la promotion de ce que l'humanité a de meilleur à offrir – une Organisation attachée aux droits de l'homme fondamentaux, à la dignité et à l'égalité des hommes et des femmes, et à la préservation de la paix et de la sécurité internationales. Lorsque nous entendons les mots de la Charte des Nations Unies, rappelons-nous le prix que le monde a payé pour s'accorder sur ces valeurs communes. Le souvenir aujourd'hui de ce lourd tribut doit nous inciter plus encore à protéger et à préserver nos valeurs des dangers qui les guettent.

Winston Churchill disait que l'homme d'État qui cédait au démon de la guerre n'était plus maître de la politique, mais l'esclave d'événements imprévisibles et incontrôlables. Nous avons vu de telles situations se produire de façon autrefois inimaginable, que ce soit du fait de la brutalité de Bachar Al-Assad ou encore de l'émergence de groupes comme l'État islamique d'Iraq et du Levant. Il est, en effet, triste de constater que les attaques aériennes lancées par le régime contre le peuple syrien durent maintenant depuis plus longtemps que le Blitz de Londres durant la Seconde Guerre mondiale.

Outre ces nouvelles menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales, la remise en cause de l'intégrité territoriale et de la souveraineté d'États demeure d'actualité, tout comme c'était le cas il y a 70 ans. Nous devons tous nous féliciter de la paix et de la prospérité que l'Union européenne a contribué

à promouvoir au cours des dernières décennies. Mais nous devons également reconnaître qu'à ses frontières, un mépris flagrant de la souveraineté persiste, semant la violence et l'instabilité dans la région européenne au sens large.

En tant que Membres de l'Organisation des Nations Unies, il nous incombe à tous de respecter les valeurs consacrées par la Charte des Nations Unies. Il fut des moments au cours des 70 dernières années où tous les Membres ont failli à cette obligation. Alors que nous commémorons ceux qui ont donné leur vie durant la Seconde Guerre mondiale, nous devons nous inspirer du courage, de la détermination et de la vision commune dont ils ont fait montre pour que le vent de la liberté souffle à nouveau sur l'Europe. Ce faisant, il nous faut veiller à ce que l'ONU continue de se montrer digne de leur sacrifice.

M. Abdrakhmanov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Nous célébrons aujourd'hui un jalon clef de l'histoire moderne : le soixante-dixième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Je félicite tous les représentants à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de notre victoire sur le fascisme. Aujourd'hui, nous nous souvenons de la détermination et du courage qui permettent triompher des plus grandes difficultés, et nous leur rendons hommage. Cette victoire est le symbole de notre unité dans la quête de la paix face aux forces de la guerre et de l'hostilité. Cette victoire commune incarne également la supériorité des principes d'égalité et d'harmonie sur l'intolérance, la discrimination et le génocide. Ces valeurs ont permis d'unir l'Union soviétique, les États-Unis, la Chine, la Grande-Bretagne, la France et de nombreux autres pays qui défendaient la vérité et l'unité de l'humanité.

Cette page sombre de l'histoire a vu des millions de morts dans le monde, des millions de civils de plus de 60 pays, qui ont enduré des souffrances horribles, qui ont été victimes de procès iniques et qui ont connu la violence, les humiliations et la peur.

Certaines des déclarations faites précédemment par mes collègues m'ont fait repenser à l'histoire d'amour qui a eu lieu dans ma propre famille. Ça s'est passé durant le siège de Leningrad, que l'Ambassadrice des États-Unis a mentionné tout à l'heure. C'était là que mon oncle Esmurat, un officier de l'Armée rouge, a rencontré, pendant qu'il défendait l'une des plus belles villes au monde, une femme russe tout aussi belle portant le très joli nom d'Anastasia. Ils ont servi ensemble au sein de l'armée, se sont mariés et ont fini par être

démobilisés. Ils sont ensuite retournés au Kazakhstan, où ils ont vécu, à partir des années 40, avec leurs trois filles dans une grande et heureuse famille. Ils ont quitté le pays vers le milieu des années 90 pour des raisons familiales et reposent maintenant en paix dans la ville russe de Kaliningrad, au bord de la mer Baltique.

Le frère aîné de mon oncle, mon père - Kudaigbergen, a servi dans l'Armée rouge de 1939 à 1946. Il a survécu. Mais alors que nous lui rendons hommage, à lui et aux autres soldats qui se sont battus vaillamment sur le champ de bataille, nous pleurons également tous ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie, tous ceux qui sont morts dans les camps de concentration et toutes les victimes collatérales, y compris les femmes, les enfants et les personnes âgées martyrisées, et honorons leur mémoire. À la fin de la guerre, la société soviétique multiethnique et multiconfessionnelle comptait plus de 20 millions de morts. Sur les 6,2 millions de citoyens kazakhs, près de 1,7 million, soit 27 % de la population, ont également combattu le fascisme. Quarante-quatre pour cent d'entre eux ont péri, soit plus de 600 000 personnes.

Les guerres ne sont pas seulement menées sur les lignes de front et dans les tranchées; des millions de personnes ont également appuyé l'effort de guerre dans les coulisses, tout aussi héroïquement que nos soldats. Nous sommes extrêmement reconnaissants à toutes celles et ceux qui ont soutenu à l'arrière tous ceux qui tombaient de fatigue et d'épuisement, les personnes âgées, les femmes et les enfants. D'après les statistiques, pour chaque soldat au front, on comptait cinq à huit personnes œuvrant comme des héros méconnus et inconnus. Plus de 700 000 citoyens kazakhs faisaient partie de régiments pendant la guerre, ce qui a exigé des efforts à forte intensité de main-d'œuvre. Une personne sur quatre dans mon pays a contribué à la mise en place d'installations de défense ou a travaillé dans des usines ou centrales électriques liées à l'effort de guerre.

Je donne ces statistiques, non pas pour impressionner l'Assemblée à coup de déclarations spectaculaires, mais plutôt pour appeler l'attention sur notre histoire commune et pour renforcer l'entente entre nous tous. Tous les pays du monde, qui ont souffert de la Seconde Guerre mondiale, ont subi des pertes irréparables qui n'ont épargné aucune famille. Ces cicatrices et ces blessures sont toujours présentes aujourd'hui, du fait des millions d'êtres chers qui ont disparu et dont nous pleurons la perte. Les sacrifices de nos hommes et nos femmes demandent que nous leur rendions le plus

vibrant hommage. Ils inspirent les générations à venir à avancer sur la voie de la paix. Leur destin tragique constitue un rappel solennel que l'encouragement ou l'incitation à la violence, voire l'indifférence, peuvent conduire inexorablement à des atrocités indicibles et monstrueuses à l'échelle mondiale. Ce n'est pas la voie que nous devons emprunter en ce début de XXI^e siècle, malgré les menaces réelles auxquelles nous devons faire face aujourd'hui. Cette expérience devrait nous inciter à éviter une répétition de la guerre froide, ainsi que les conflits qui font rage dans le monde entier.

Nous devons rechercher et défendre un ordre mondial fondé sur la sécurité et la justice. C'est ce que nous appelons à l'Organisation des Nations Unies le nouveau programme de transformation sociale pour l'après-2015, qui accorde une place primordiale à la culture de la paix et à de nouvelles formes de relations bilatérales et multilatérales.

Une fois encore, je félicite tous les représentants à l'occasion de l'anniversaire de cette grande victoire.

M. Prozor (Israël) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier l'Ambassadeur Dapkiunas et le Gouvernement bélarussien pour la cérémonie de plantation d'arbres qui s'est tenue aujourd'hui.

Il y a 75 ans, au début de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe était sous l'emprise de la tyrannie. Le Reich d'Hitler avait déjà conquis de vastes territoires européens, et l'ombre de l'oppression s'étendait de jour en jour alors que les nazis asservissaient, dévastaient et exterminaient tous ceux qu'ils jugeaient différents et inférieurs. Au fur et à mesure que les armées fascistes avançaient, les forces alliées savaient qu'elles n'avaient pas d'autre choix que de libérer l'Europe de l'emprise de la tyrannie. L'histoire et les circonstances appelaient à la bravoure, et une génération d'hommes et de femmes ont répondu à cet appel.

Pour paraphraser Winston Churchill, ils se sont battus sur les plages, ils se sont battus sur les lieux de débarquement, ils se sont battus dans les champs et dans les rues, ils se sont battus dans les collines; ils ne se sont jamais rendus. Nous devons notre liberté au courage et à la détermination des forces alliées – les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique, le Canada, la France et d'autres pays – qui ont lutté pour rétablir la liberté en Europe. Les nations qui ont joint leurs forces pour vaincre les nazis n'étaient pas toujours d'accord, mais en dépit de leurs divergences politiques, elles savaient qu'il fallait arrêter les forces du mal.

Les pertes furent immenses – les Russes à eux seuls perdirent plus de 20 millions d'âmes. C'était le terrible prix à payer. Ils ont tenu tête aux forces de la nature et à la nature malfaisante des nazis. Le peuple israélien n'oubliera jamais la bravoure et les sacrifices du peuple russe.

Aujourd'hui, nous rendons hommage à tous ceux qui ont rendu cette victoire possible. Certains d'entre eux – des anciens combattants – sont parmi nous aujourd'hui. Nous pleurons également les dizaines de millions de victimes des heures les plus sombres de l'histoire.

Pour Israël et le peuple juif, la Seconde Guerre mondiale est synonyme d'Holocauste. Des familles ont été déchirées, des communautés dynamiques ont été détruites et un tiers du peuple juif – dont 1 million d'enfants – a été assassiné. Cette dévastation nous hante toujours. Les numéros tatoués sur les bras de nos parents et de nos grands-parents nous rappellent constamment les horreurs qu'ils ont subies, nous rappellent une période où un individu était réduit à un numéro au lieu d'être le père, le frère ou le fils de quelqu'un.

Le temps qui passe risque d'embrumer la mémoire du monde. Année après année, le nombre de survivants, d'anciens combattants et de témoins pouvant raconter ce qu'ils ont vécu diminue. Par conséquent, il nous incombe de veiller à ce que les enseignements tirés de l'histoire soient transmis aux générations futures.

Une fois de plus, la liberté est attaquée. Les islamistes radicaux qui avancent à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont tout aussi déterminés et dangereux que les forces nazies qui avançaient à travers l'Europe.

Il y a 75 ans, des hommes, des femmes et des enfants ont été arrêtés et assassinés à cause de leurs croyances, de leurs origines, de leur apparence physique et de qui ils aimaient. Les mêmes crimes sont commis en ce moment même au Moyen-Orient. Des militants et des opposants politiques sont réduits au silence, des homosexuels sont pendus et des chrétiens sont décapités.

Ne nous y trompons pas, le mal est bel et bien vivant – et pas seulement au Moyen-Orient. Au cœur de l'Europe civilisée, des foules en colère scandent « Gazez les Juifs », des bombes incendiaires sont lancées contre des synagogues, des jeunes gens ont peur de marcher dans la rue en portant une kippa et une épicerie casher a été prise pour cible.

L'heure est grave. L'ancien Premier Ministre israélien, Menahem Begin, a dit un jour : « Si un ennemi dit qu'il veut nous détruire, il faut le croire. Il ne faut pas douter de lui un seul instant. »

L'histoire nous a appris que nous ne devons plus jamais confier la vie des Juifs à un autre peuple ou une autre nation. Nous devons toujours être en mesure de nous défendre par nous-mêmes. L'État d'Israël est l'accomplissement de cette promesse. Plus jamais. Plus jamais les Juifs ne seront rassemblés comme du bétail et conduits à leur mort. Plus jamais le monde ne pensera qu'on peut s'en prendre aux Juifs en toute impunité.

Nous savons le mal dont l'homme est capable, et nous savons que certaines choses valent la peine de se battre. La liberté vaut la peine de se battre. L'égalité vaut la peine de se battre. La démocratie vaut la peine de se battre.

Il y a 70 ans, une génération d'hommes et de femmes a tout sacrifié à la guerre pour que nous puissions hériter de la liberté, de l'égalité et de la démocratie. Nous ne pouvons pas permettre que ces sacrifices soient vains. Avec courage et conviction, nous devons maintenant nous battre pour les idéaux pour lesquels ils ont vécu et sont morts.

Le général Douglas MacArthur a dit un jour :

« Nous avons connu l'amertume de la défaite et l'exaltation du triomphe, et les deux nous ont appris que nous ne pouvons pas faire marche arrière. Nous devons aller de l'avant pour préserver par la paix ce que nous avons gagné par la guerre. »

Le temps est venu pour nous d'être unis par nos objectifs et notre courage et en tant que nations, afin que nous aussi nous puissions léguer ces dons que sont la liberté, l'égalité et la démocratie à nos enfants et à nos petits-enfants.

M. Samvelian (Arménie) (*parle en anglais*) : À cette réunion solennelle d'aujourd'hui, je représente un État dont le peuple fait partie de ceux qui ont subi les plus grandes pertes pendant la Grande Guerre patriotique et apporté une contribution essentielle à la grande victoire, une victoire remportée au prix de sacrifices énormes et héroïques. Nous estimons que nous avons tous le devoir de préserver l'héritage de la Seconde Guerre mondiale et de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que les pays et les peuples en tirent des enseignements et pour prévenir de nouvelles menaces.

Au début de la guerre, l'Arménie avait une population de moins de 1,5 million d'habitants. Environ 500 000 Arméniens ont servi pendant la guerre et près de la moitié d'entre eux ont donné leur vie pour la liberté. En tant que l'une des 15 républiques de l'Union soviétique, l'Arménie n'a pas été en reste et a contribué à la victoire contre l'Allemagne nazie et ses alliés.

Les années de guerre ont été une période difficile, héroïque et courageuse dans la vie de la république et du pays tout entier. Pendant la guerre, un grand nombre d'officiers arméniens ont occupé les rangs les plus élevés au sein du commandement de l'Armée Rouge, y compris quelques 60 généraux. À la fin de leur carrière militaire, quatre d'entre eux avaient le grade de maréchal, le grade militaire le plus élevé de l'Union soviétique. Ces statistiques font des Arméniens, en dépit de leur nombre relativement faible, le quatrième groupe ethnique le plus fortement représenté parmi les plus hauts gradés des forces armées soviétiques, derrière les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses.

Au total, quelques 70 000 soldats arméniens ont reçu diverses médailles et décorations pour leur bravoure et leur service pendant la guerre. Les citoyens arméniens étaient également actifs au sein des groupes de résistance, communément connus sous le nom de mouvement des partisans, qui opéraient derrière les lignes de front, non seulement sur le territoire soviétique, mais aussi dans les autres théâtres de guerre, notamment en France, aux Pays-Bas, en Italie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie et en Grèce. La plupart des partisans arméniens étaient d'anciens prisonniers de guerre soviétiques qui avaient échappé aux nazis.

La grande majorité des Arméniens de la diaspora, qui pour la plupart étaient des survivants ou des descendants de survivants du génocide arménien, a également appuyé l'effort de guerre des Alliés. La communauté arménienne des États-Unis, qui à l'époque comptait entre 150 000 et 200 000 personnes, a envoyé plus de 18 000 jeunes hommes et femmes se battre au sein de l'armée des États-Unis. Des milliers d'Arméniens ont combattu sous le drapeau tricolore français. Missak Manouchian, résistant arménien, a été capturé et exécuté par les nazis en 1944. De même que plus de 20 membres de son groupe, il reste une figure très respectée de l'histoire de France moderne. Les communautés arméniennes du Moyen-Orient et d'Occident ont donné des sommes d'argent considérables au Gouvernement soviétique pour faciliter la fabrication d'une série de chars pour l'Armée rouge. Ces chars ont

tiré leur nom de David de Sassoun, héros d'une épopée médiévale arménienne, et du général – par la suite maréchal – Hovhannes Bagramyan, l'officier arménien le plus haut gradé de l'Armée rouge à l'époque. Les héros de la Deuxième Guerre mondiale restent très chers aux Arméniens. Ils ont sauvé notre pays et la paix.

Enfin, il est indispensable de préserver et d'honorer la mémoire des victimes d'une des pages les plus sombres de notre histoire commune. Il est indiqué dans le préambule de la Charte des Nations Unies que, « nous, peuples des Nations Unies, [sommes] résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances. »

Nous devons surmonter l'héritage de la guerre, du génocide et d'autres crimes contre l'humanité, et mettre à profit la coopération et l'entente pour promouvoir les valeurs démocratiques et respecter les libertés fondamentales. Nous appelons les Membres de l'ONU à s'engager de nouveau à étudier les enseignements du passé et à s'en tenir au règlement pacifique des conflits et des différends partout dans le monde. Cet engagement est le meilleur moyen de rendre hommage à ceux qui ont lutté pour la liberté.

M. Braun (Allemagne) (*parle en anglais*) : Comme nous l'avons entendu à plusieurs reprises aujourd'hui, quand les armes se sont tues en Europe en mai 1945, il y a 70 ans, le monde était en ruines. L'Europe était détruite. Tout un continent était piégé entre la défaite et le recommencement, la victoire et les déplacements, la joie et le désespoir, l'indépendance et la captivité, la reconstruction et un épuisement infini. Une guerre déclenchée par l'Allemagne nazie avait infligé d'indicibles souffrances à ses voisins et, par conséquent, aux citoyens allemands également. Le nom de mon pays sera à jamais associé à cette tragédie humaine.

La création de l'ONU, il y a 70 ans, est une conséquence de la Deuxième Guerre mondiale. C'est dans les salles de l'ONU que nous, les Allemands, nous inclinons pour rendre hommage aux millions de victimes de la Deuxième Guerre mondiale – hommes, femmes et enfants, soldats et civils, citoyens de la quasi-totalité des nations rassemblées ici aujourd'hui – qui ont perdu la vie, des êtres chers et leurs moyens d'existence dans une guerre insensée. L'Allemagne demande pardon aux nations, car nous ne pouvons pas nous le pardonner.

Les crimes du régime national socialiste sont sans parallèle. Jusqu'à aujourd'hui, ils nous font

tressaillir : le meurtre de millions de Juifs d'Europe; le crime innommable que fut la Shoah; le meurtre et la persécution des Sinté et des Roms, des homosexuels, des personnes handicapées; des militants politiques; des personnes qui pensaient différemment, dont l'apparence était différente, qui priaient différemment ou qui agissaient différemment de ce que les nationaux socialistes imposaient. L'Allemagne accepte la responsabilité de ces crimes, une responsabilité que nous honorerons toujours.

« La mémoire n'a pas de date d'expiration, et vous ne pouvez pas décréter que la question a été réglée ou menée à terme », a déclaré Noach Flug, qui a survécu à la marche de la mort d'Auschwitz. Nous devons toujours avoir cela en tête, en Allemagne et ailleurs. Nous avons la responsabilité de perpétuer la mémoire, le nombre de survivants et de témoins diminuant. Nous sommes reconnaissants aux pays qui ont libéré l'Allemagne du régime national socialiste, d'une cruauté inhumaine. Je le dis car, quand feu le Président allemand Richard von Weizsacker a parlé de cette libération il y a 30 ans, il a ouvert un nouveau chapitre pour nous, les Allemands, afin que nous assumions notre passé, non pas en refoulant ce souvenir honteux, mais en acceptant activement notre histoire. Ce n'est que de cette façon que nous pouvions construire une nouvelle identité.

L'année 1945 marque non seulement la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais aussi l'action menée par des dirigeants visionnaires pour établir un ordre mondial plus pacifique et plus prospère, libérer l'humanité du fléau de la guerre et remplacer le droit de la force par la force du droit. Jusqu'à présent, l'ONU est le pilier de cette conception du monde. En ce sens, 1945 a également marqué un nouveau début. Qui aurait cru en mai 1945 que la France, ennemi juré de l'Allemagne des décennies durant, deviendrait un de nos plus proches alliés et amis? Qui aurait alors pensé que l'Europe, champ de bataille du XX^e siècle – surmonterait ses divisions et deviendrait une communauté prospère et pacifique, un initiateur de la paix et de la sécurité mondiales? Qui aurait cru que, seulement 20 ans après l'Holocauste, Israël tendrait la main à l'Allemagne, pays des responsables, pour établir des relations diplomatiques? Cette année, nous pouvons célébrer 50 ans de relations diplomatiques entre l'Allemagne et Israël. Qui aurait pensé que, en 1973, deux États allemands seraient autorisés à devenir Membres de l'ONU, à épouser, protéger et promouvoir les principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies, des valeurs et des principes auxquels l'Allemagne nazie a porté

atteinte de manière si singulière? Et qui aurait pensé que la réunification de l'Allemagne en 1990 serait appuyée par ses anciens ennemis?

Bien que l'Europe et le monde soient restés divisés pendant des décennies après 1945, l'Allemagne s'est vu offrir la possibilité de rejoindre la communauté internationale pour vivre en paix et avoir des relations amicales avec ses voisins. La main que ces voisins nous ont tendue de façon pacifique a jeté les bases de la réconciliation et d'une intégration européenne toujours plus étroite. Jusqu'à ce jour, nous sommes émus et reconnaissants du pardon qui nous a été accordé.

La gratitude n'est toutefois pas suffisante. La réconciliation implique également une responsabilité : responsabilité de renforcer et de défendre l'ordre international pour maintenir la paix et la sécurité internationales; responsabilité de se montrer solidaires envers les personnes opprimées ou persécutées; responsabilité de contribuer à régler les conflits et à surmonter les divisions par des moyens pacifiques. Notre histoire de l'après-guerre nous a montré que, à l'ère de la mondialisation, on ne peut obtenir qu'en donnant. Cette prise de conscience est au cœur de l'attachement de l'Allemagne aux institutions internationales, à l'intégration européenne et aux partenariats dans le monde entier. En conséquence, quand nous nous associons à d'autres pour dire aujourd'hui « Plus jamais ça! », nous voulons également dire « Ne plus jamais agir de manière isolée. » Notre « Plus jamais ça! » impliquera toujours un ferme attachement à l'ONU, née des cendres de la Deuxième Guerre mondiale.

M. Sergeyev (Ukraine) : En ces jours fort mémorables, la communauté internationale, et surtout l'Ukraine, se souvient avec une déférence toute particulière de la grande victoire de la Deuxième Guerre mondiale. Nous nous souvenons de chacun de ceux qui ont donné leur vie pour la paix et la sécurité de l'Europe et du monde entier – d'un monde sans fascisme ni haine. C'est surtout ces jours-ci que nos cœurs débordent d'un immense respect et d'une profonde reconnaissance à l'égard de tous ceux qui se sont sacrifiés pour nous, pour notre vie d'aujourd'hui, pour notre avenir. C'est une fête particulièrement émouvante qui unit toutes les générations, fête qui nous fait déborder de sentiments communs de joie, et en même temps de tristesse.

Nous honorons sincèrement la mémoire des libérateurs qui ont défendu victorieusement notre droit inaliénable de vivre librement sur notre terre natale, la mémoire de ceux qui, dans la coalition

antihitlérienne, ont sauvé les pays de l'Europe asservie de la servitude fasciste.

Ces jours-ci du mois de mai, dans chaque famille ukrainienne, on se souvient de tous ceux qui ne sont pas revenus de cette épouvantable et infernale guerre. Soixante-dix ans nous séparent du jour où le peuple ukrainien – conjointement avec les autres peuples – a héroïquement remporté la victoire dans la Deuxième guerre mondiale. Chaque année, nous ne cessons – et ne cesserons jamais – de nous souvenir des leçons de la tragédie passée, et nous honorons du fond de nos cœurs la mémoire de tous les disparus, félicitons et remercions ceux qui gardent la mémoire de ces événements tragiques.

L'Ukraine reste, et restera à jamais, fortement reconnaissante envers ceux qui sont restés jeunes pour toujours sur les champs de bataille de la Deuxième Guerre mondiale. Mon pays a payé un prix incroyablement horrible pour l'abolition de la dictature fasciste en Europe. Environ 7 millions d'Ukrainiens ont pris part aux hostilités sur les divers fronts de la Deuxième Guerre mondiale, dont 2 069 ont été honorés pendant la guerre du titre de Héros de l'Union soviétique, la plus haute distinction soviétique de l'époque. Parmi les 104 personnes ayant reçu deux fois le titre de Héros de l'Union soviétique, 29 sont ukrainiennes, c'est-à-dire une personne sur trois. Parmi les trois personnes à qui cette distinction suprême a été conférée trois fois figure notre compatriote, le pilote légendaire Ivan Kozhedoub.

En honorant la mémoire des disparus, nous faisons une grande action sacrée car nous reconnaissons bien que, sans cette grande victoire et la contribution de l'Ukraine à cet événement très important, il n'y aurait pas d'Europe libre.

La voie vers la victoire a été dure et sanglante. C'est au prix d'incroyables efforts que nous avons réussi à l'obtenir. D'après l'évaluation des historiens de guerre, l'Ukraine a donné plus de 8 millions de vies humaines pour la liberté de l'Europe – je le souligne, 8 millions de vies. Dans l'armée soviétique, presque 3 millions et demi de ressortissants ukrainiens ont disparu – c'est un prix catastrophique que mon pays a payé pour le droit de bâtir un avenir libéré des atrocités du fascisme. En Allemagne, plus de 2 millions d'Ukrainiens ont été envoyés aux travaux forcés : des jeunes gens, des adolescents et des femmes. C'est avec le sang, la sueur et les larmes des millions de nos compatriotes disparus que l'Ukraine et toute l'Europe se sont libérées du fascisme.

(l'orateur poursuit en anglais)

La grande fête de la victoire est non seulement l'occasion de rendre hommage aux morts et aux anciens combattants; c'est également l'occasion de réfléchir aux enseignements du passé, des enseignements qui, malheureusement, n'ont pas tous été retenus. Le vide spirituel, la perte de la foi en la valeur absolue de la vie humaine et les ambitions individuelles de dirigeants autoritaires sont à la base de l'extrémisme politique, et propagent de nouvelles formes de conflits locaux artificiels, l'intolérance ethnique et le radicalisme. La perte de confiance en l'avenir, en la solidarité civile et en l'amour du prochain, de même que les ambitions égoïstes et macabres permettent aux dictateurs et aux dirigeants de faire sombrer des nations entières dans un tourbillon de souffrances.

L'Ukraine a traversé des moments difficiles. Il y a un an, nous pouvions affirmer en toute confiance avoir conservé l'unité et la diversité de l'Ukraine, un pays qui avait restauré son statut d'État et jeté les bases de son avenir parmi les nations européennes développées. Mais certains pays, hélas, ne peuvent toujours pas accepter que le passé est à jamais révolu, que les empires coloniaux ont été relégués aux oubliettes de l'histoire, et que la grandeur ne se bâtit pas avec des armées fortes de millions de soldats et des armes nucléaires, mais par la stabilité, de grandes actions et la prospérité des citoyens.

Soixante-dix ans après la Deuxième Guerre mondiale, l'Ukraine sent à nouveau l'odeur de la guerre, en perçoit la couleur rouge et entend les voix de toutes les victimes de ce conflit qui est venu à nous, mais pas de l'Occident cette fois-ci. C'est maintenant encore plus tragique et incompréhensible pour nous que ceux aux côtés desquels nous nous sommes battus contre le fascisme, ceux que nous avons considérés comme nos alliés et nos amis, sèment aujourd'hui le chaos et la mort dans nos maisons, et arment et financent des bandits qui répandent la terreur dans une zone qui était pacifique il y a un an.

Ceux en compagnie desquels nos grands-pères ont versé leur sang sur les champs de bataille contre le fascisme au siècle dernier sont en fait actuellement en train d'entacher leur mémoire sacrée, de nous voler un territoire internationalement reconnu, en faisant impitoyablement fi de la Charte des Nations Unies, que nous avons tous signée il y a 70 ans, et en répétant, l'une après l'autre, les erreurs fatales qui ont conduit à l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale en 1939.

L'Ukraine est un État européen qui non seulement cherche à consolider la paix et la sécurité, mais qui est également, comme le montre sa propre histoire, déterminée à contribuer à l'instauration d'un monde libéré de la guerre, des souffrances humaines et de la mort. Depuis cette tribune de l'ONU en cette journée mémorable, nous voudrions aujourd'hui ramener à la raison ceux qui, au nom de leurs propres ambitions géopolitiques, veulent ternir la mémoire de millions d'individus morts au cours de la Deuxième Guerre mondiale. L'Ukraine appelle également le monde entier à ne pas fermer les yeux sur les actions de certains dirigeants autoritaires visant à déclencher et à attiser de nouveaux foyers d'instabilité dans le but de nous faire tous plonger dans l'abîme d'une nouvelle guerre mondiale, qui pourrait fort bien être la dernière.

Les guerres et les conflits civils détruisent la société et compromettent l'avenir de millions de personnes. Prenons soin du monde, souvenons-nous du passé et œuvrons ensemble à l'édification d'un avenir meilleur pour nous tous.

M. Bishnoi (Inde) *(parle en anglais)* : La Deuxième Guerre mondiale a été le conflit mondial le plus dévastateur et le plus destructeur de l'histoire humaine. Le monde a connu un bain de sang et une violence atroces qui ont entraîné la mort en masse de millions de civils et de soldats. Nous devons honorer la mémoire des victimes. Nous devons également rendre hommage aux millions de soldats qui ont fait le sacrifice ultime de leur vie pour que les générations futures puissent vivre dans un monde plus sûr.

Nous sommes reconnaissants au Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué cette séance pour commémorer toutes les victimes de cette Guerre. Nous remercions également la délégation russe d'avoir pris l'initiative de la résolution demandant la présente séance. Nous saluons les jeunes hommes et femmes courageux et les personnes de tous les pays qui se sont battus pour faire en sorte que nous puissions vivre dans un monde libéré du fascisme.

Il importe de noter et de se rappeler les immenses contributions et sacrifices faits par les populations du monde entier.

Près de 87 000 soldats de l'Armée indienne sont morts et plus de 100 000 autres ont été blessés au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Quand la Guerre a éclaté, l'Armée indienne ne comptait que 200 000 hommes. Aujourd'hui, ce chiffre a gonflé

pour atteindre 2,5 millions, soit la force volontaire la plus importante jamais levée dans l'histoire. Elle a pris part à certaines des batailles les plus cruciales.

Pendant des millénaires en Inde, c'est la philosophie prônant la défense des valeurs du bien contre le mal qui a guidé le comportement du guerrier. C'est tenant compte de cela que le Mahatma Gandhi, apôtre de la non-violence, a soutenu la participation de l'Inde aux deux guerres mondiales, alors que nous étions en lutte à l'époque contre l'ordre colonial. Notre participation a beaucoup contribué à l'effort de guerre des Alliés.

Je voudrais souligner en particulier les sacrifices et le courage des femmes indiennes, dont beaucoup ont été infirmières dans les hôpitaux civils et militaires ou membres du Corps auxiliaire de femmes, s'acquittant de tâches vitales pour l'effort de guerre juste derrière les lignes de front. Elles étaient chauffeurs, standardistes, mécaniciens. Au cours de l'évacuation de Myanmar, qui s'appelait alors Birmanie, les femmes indiennes étaient souvent restées à leurs postes et continuaient d'envoyer des messages télégraphiques vitaux afin d'aider le plus grand nombre de civils possible à fuir. Beaucoup d'entre elles ont trouvé la mort ou ont été capturées, et ont subi de terribles épreuves et privations dans les camps de prisonniers de guerre.

La célébration du soixante-dixième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale doit être aussi l'occasion pour nous de tirer les enseignements du passé et d'envisager la façon dont on peut relever les défis à venir.

Malgré les progrès accomplis par l'humanité, on est encore loin de s'être débarrassé de la guerre. Le nombre de situations de guerre et de conflits armés a peut-être diminué au fil du temps, mais leur impact réel sur les personnes s'est élargi. On estime que la mortalité due aux conflits a augmenté de façon dramatique, passant de 1,6 million au XVI^e siècle à près de 110 millions au XX^e siècle.

Aujourd'hui, le terrorisme est devenu l'une des menaces les plus importantes pour l'humanité. Il est en train d'étendre sa portée et risque de provoquer un carnage dans le monde semblable à celui qui a eu lieu au cours des deux guerres mondiales. Le terrorisme est un phénomène mondial et ne peut être vaincu que par une riposte mondiale. Nous devons veiller à ne pas faillir dans l'action que nous menons.

Alors que nous commémorens la fin de la Deuxième Guerre mondiale, nous devons aussi procéder à un bilan de santé des institutions de gouvernance mondiales qui ont été créées dans son sillage. Dans l'allocution qu'il a prononcée hier à l'ONU, le Président ougandais, M. Museveni, a observé que la plupart des structures fondamentales créées après la Deuxième Guerre mondiale par les puissances victorieuses restent inchangées. Il a rappelé que, lorsque l'ONU a été créée, il n'y avait que deux États souverains en Afrique. Cette réunion est aussi une occasion utile de souligner l'importance qu'il y a de remédier à la « déficience structurelle du dispositif de sécurité mondiale », à laquelle a fait allusion le Président Museveni.

L'Inde a participé à la Conférence de San Francisco, et en tant que Membre fondateur de l'ONU reste pleinement attachée aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Nous formons l'espoir que l'Organisation prendra, à l'occasion de la célébration de son soixante-dixième anniversaire, des mesures concrètes afin d'être le reflet de ces objectifs et des réalités contemporaines.

M. Yoshikawa (Japon) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué cette réunion extraordinaire solennelle de l'Assemblée générale.

Puisque cette année marque le soixante-dixième anniversaire de la Deuxième Guerre mondiale, qui a beaucoup coûté à l'humanité en termes de sacrifices, je voudrais rendre l'hommage le plus sincère à tous ceux à qui elle a coûté la vie.

Comme le Préambule de la Charte des Nations Unies le stipule, l'Organisation des Nations Unies a été créée il y a 70 ans pour « préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, et... créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international ».

Tout au long de ces 70 années, le Japon s'est comporté en nation éprise de paix, respectant constamment la liberté, la démocratie, les droits humains fondamentaux et l'état de droit, mû par un sentiment de profond regret de la guerre. Nos actes ont

causé des souffrances aux peuples des pays d'Asie et sur cela, nous ne devons pas fermer les yeux.

Le Japon s'est aussi efforcé assidûment de contribuer à la paix et à la prospérité mondiales, grâce aux actions que nous menons dans des domaines tels que le maintien de la paix et de la sécurité, le développement et l'assistance humanitaire, la protection et la promotion des droits de l'homme, ainsi que le désarmement et la non-prolifération. Ma délégation contribue de façon constructive à la Conférence des parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015, qui se poursuit depuis la semaine dernière à l'ONU.

Le Japon attache une importance particulière au principe énoncé dans la Charte, à savoir que les différends doivent se régler par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, et non par la force ou la coercition. Nous déployons d'immenses efforts pour nous conformer pleinement au droit international, et nous sommes fiers de notre bilan. Le Japon est déterminé à poursuivre ses efforts visant à instaurer et à universaliser l'état de droit.

Le Japon se félicite vivement des efforts que l'ONU déploie dans le monde aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales, mais nous constatons que dans le monde actuel, 70 ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les gens pâtissent encore des conflits, de la pauvreté et des violations des droits de l'homme. Les conflits ont lieu non seulement entre États mais aussi entre ethnies et religions. En outre, le monde est confronté à des crises sans précédent dues à la montée de l'extrémisme et du terrorisme, ainsi qu'à la prolifération des armes de destruction massive. Ceci nous rappelle qu'il est encore plus nécessaire d'être unis pour contrer les menaces communes qui se posent à nous tous. Étant donné ces circonstances et alors que nous considérons l'avenir, l'ONU doit continuer de jouer un rôle central aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales et du respect et de la promotion des droits de l'homme et de la liberté.

La liberté, la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit sont partie intégrante de l'identité du peuple japonais. La voie dans laquelle nous sommes engagés à ce jour en tant que pays épris de paix est source de fierté pour le peuple japonais et ne changera pas, même si les circonstances internationales changent de façon radicale.

Je voudrais terminer ma déclaration en réaffirmant la détermination du Japon à continuer de faire des contributions positives, dans le cadre d'une politique de contribution proactive à la paix sur la base du principe de la coopération internationale, dans des domaines tels que la consolidation de la paix, la lutte contre le terrorisme, le désarmement et la non-prolifération nucléaire, la sécurité humaine, l'éducation, la santé, le développement, le réchauffement de la planète et l'autonomisation des femmes. Nous apporterons ces contributions de concert avec l'Organisation des Nations Unies.

M^{me} Ataeva (Turkménistan) (*parle en russe*) : L'événement auquel la présente séance de l'Assemblée générale est consacrée est d'une importance véritablement historique. L'ampleur sans précédent des pertes subies durant la Seconde Guerre mondiale a contraint l'ensemble du monde civilisé à mettre de côté tous ses différends et divergences d'opinion pour lutter ensemble contre le danger mortel de l'assujettissement aux Nazis. La victoire remportée dans cette guerre a été une victoire commune qui a donné un puissant élan à l'unification de la communauté internationale, aboutissant à la création de l'Organisation des Nations Unies. Au prix d'énormes souffrances et de la mort de millions de personnes, les peuples du monde entier ont compris qu'il n'y avait d'autre choix que le système de sécurité collective consacré par la Charte des Nations Unies.

Aujourd'hui, 70 ans plus tard, nous ne devons pas oublier que toute tentative visant à empiéter sur les droits démocratiques des citoyens, tels qu'ils sont proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, mène directement à la tyrannie, et de là, il n'y a qu'un pas vers les crimes dont nous nous souvenons aujourd'hui avec horreur et aversion. Nous nous opposons à toute tentative de glorifier le fascisme ou de réécrire l'histoire. Ce serait de la folie de nous laisser aller à oublier les terribles enseignements des agressions et des atrocités commises par les Nazis. Nous avons un devoir de mémoire envers ceux qui ont péri et l'obligation de nous associer aux efforts déployés par la communauté internationale pour lutter contre les nouvelles menaces et les nouveaux défis, tout en reconnaissant et en respectant le rôle central que joue l'ONU dans ce combat.

À l'heure où nous nous apprêtons à célébrer l'anniversaire de la victoire sur le nazisme, nous revenons sans cesse aux pages de l'histoire qui décrivent

la guerre la plus terrible et la plus meurtrière que nos peuples aient jamais connue. Le peuple d'un grand pays a pris la défense de sa patrie, de ses maisons, de ses enfants. Nous étions unis dans notre volonté, et nous avons été victorieux. Nous avons payé un prix très lourd pour cette grande victoire : 20 millions de morts, dont des enfants. Ils ne sont pas tous tombés sur le champ de bataille; certains sont morts de faim, de maladie ou dans des camps de concentration. Des millions d'orphelins, des veuves de 19 ans, des invalides, des villes en ruines et des vies brisées, voilà tout ce qui restait à la fin de la guerre. Avec les représentants d'autres nationalités, les citoyens turkmènes se sont battus avec courage contre le fascisme. Nombre d'entre eux ont pris part aux combats dans toute l'Europe, libérant une ville après l'autre, un pays après l'autre, avant de finir cette marche longue et difficile aux portes du Reichstag. Des centaines de milliers d'entre eux reposent à tout jamais en terre étrangère, ayant donné leur vie pour préserver la paix pour tous. Leurs âmes vivront dans nos mémoires et leurs exploits ne mourront jamais.

Il serait impossible de nommer, dans le cadre de la présente séance, les milliers de soldats courageux qui se sont battus, qu'ils aient ou non reçu des médailles ou d'autres décorations. Il en va de même des femmes et des enfants qui ont travaillé dans les usines et les fermes pour aider ceux qui étaient au front. Pendant la guerre, le peuple de la République du Turkménistan a donné sept tonnes et demie d'ornements en argent et en or pour aider l'effort de guerre et a envoyé des millions de colis de vêtements chauds aux soldats et officiers de l'Armée rouge, faisant des sacrifices pour contribuer à la construction d'avions, de chars et d'autres armes. Nous rendons hommage à tous les peuples de l'Union soviétique, qui ont fait tout leur possible pour vaincre le fascisme. Nous rendons hommage à nos alliés qui ont lutté contre le fascisme et ont contribué à notre victoire commune.

La séance d'aujourd'hui est l'une des manifestations les plus importantes commémorant le soixante-dixième anniversaire de notre grande victoire sur le fascisme, à laquelle mon pays a apporté une contribution importante. Le 22 novembre 2004, l'Assemblée générale a adopté la résolution 59/26, qui proclame les 8 et 9 mai journées du souvenir et de la réconciliation, et propose que ces deux journées soient observées chaque année pour rendre hommage à toutes les victimes de la Seconde Guerre mondiale. L'importance historique de la victoire dans la Seconde Guerre mondiale est inséparable de la mission indispensable dont l'Organisation des Nations Unies

s'est acquittée ces 70 dernières années. La création même de cette Organisation universelle a été d'abord et avant tout le fruit de la coalition alliée et aurait été impensable sans la défaite du fascisme. L'ONU a été créée pour la paix et le développement pacifique.

La date historique que cette séance extraordinaire de l'Assemblée générale commémore est un hommage aux millions de victimes du régime nazi, qui ne doivent jamais être oubliées, ni ici, ni ailleurs dans le monde. Nous nous souvenons de tous ceux qui ont payé cette victoire de leur vie. Que leur mémoire soit éternelle! Nous rendons hommage à tous ceux qui ont participé à la Seconde, et, nous l'espérons, dernière Guerre mondiale, dont les enseignements nous obligent à chérir la paix et à lutter contre tous les types de néonazisme, de chauvinisme, de xénophobie et autres manifestations qui cherchent à détruire l'honneur, la dignité et les droits de l'homme. Aujourd'hui, nous avons planté un arbre de la paix à l'occasion d'une cérémonie qui a une profonde signification philosophique. Notre devoir, et le devoir des peuples de tous les États Membres de l'ONU, est de cultiver la paix et de l'aider à prendre racine dans tous les pays, de ne pas permettre de nouvelles violences et de nouvelles victimes, de savoir parvenir à un accord et de régler les différends par des voies pacifiques. Nous espérons avoir été entendus, vus et compris par des millions de personnes dans le monde entier. Nous sommes des mères qui élèvent des enfants pour qu'ils vivent et créent un monde nouveau et glorieux, et nous ne voulons pas que nos enfants meurent sur le champ de bataille. Nous ne devons plus avoir de guerres. Je voudrais souhaiter à tous ceux qui sont ici une heureuse Journée de la victoire.

M. Reyes Rodríguez (Cuba) (*parle en espagnol*) : Cuba se félicite de la célébration de la victoire sur le fascisme et de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Nous considérons cet acte de justice comme une journée de réflexion. Il y a 70 ans, l'humanité a vaincu la barbarie. La victoire sur le fascisme a exigé le sacrifice de millions de vies humaines.

Le fascisme est l'expression la plus complète de la pensée réactionnaire et impérialiste. L'humanité toute entière a payé très cher ce phénomène politique. De nombreux pays ont été attaqués, à un moment ou à un autre, par les fascistes et ont apporté une contribution significative à l'issue heureuse de la guerre, mais aucun pays n'a fait autant pour assurer la victoire sur la domination mondiale du fascisme que les peuples qui formaient l'Union soviétique. Pendant quatre années de

guerre, plusieurs de ses grandes villes ont été assiégées et détruites. Plus de 20 millions de citoyens soviétiques ont péri. Communistes, juifs, tsiganes, handicapés et homosexuels, tous ont été persécutés dans l'optique de leur extermination. Nous sommes éternellement reconnaissants aux pays et aux peuples qui ont résisté, combattu et vaincu le fascisme.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les nations, qui n'étaient pas sous le joug du colonialisme et de la domination étrangère, ont créé l'Organisation des Nations Unies. Dans sa Charte fondatrice, l'Organisation s'est engagée à maintenir la paix et la sécurité internationales, à développer entre les nations des relations amicales, à réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, et en encourageant le respect des droits de l'homme sans discrimination. Le respect de la souveraineté et de l'égalité des États, le règlement pacifique des différends et le non-recours à la force demeurent des piliers irremplaçables du système international.

Cependant, la victoire sur le fascisme n'a pas été une panacée pour tout le monde. De nombreux peuples ont dû attendre des années avant d'obtenir leur indépendance et d'adhérer à l'Organisation des Nations Unies. La multipolarité qui a caractérisé le monde pendant des décennies durant la seconde moitié du XX^e siècle a permis aux pays en développement d'obtenir des avancées déterminantes, telles que l'adoption des déclarations sur le droit des peuples à l'autodétermination, à la paix et au développement, ainsi que la proclamation d'objectifs tels que l'établissement d'un nouvel ordre économique international et d'un nouvel ordre mondial de l'information et des communications.

Aujourd'hui, l'ONU est confrontée à des défis et à des menaces gigantesques. L'ingérence impérialiste qui porte atteinte à la souveraineté des États, l'accélération des changements climatiques, le sous-développement et la pauvreté, la faim et l'analphabétisme, les guerres à des fins de pillage et de domination hégémonique, la remise en question de la diversité et du droit des peuples à l'autodétermination et l'ordre économique, commercial et financier international marqué par des injustices et des inégalités qui nous a été imposé sont parmi les grands défis auxquels nous sommes confrontés. Mais, il n'y a pas de plus grand danger pour la race humaine que l'existence de plus de 16 000 armes nucléaires, dont 4 000 sont prêtes à être utilisées au pied levé. Aucun pays ni individu ne peut se sentir en sécurité

sur la planète tant que toutes ces armes ne seront pas interdites et détruites.

L'ONU a le devoir sacré de mener une réflexion sur les enseignements funestes tirés de la Seconde Guerre mondiale. Nous appelons à des efforts inlassables pour maintenir vivaces dans la mémoire des générations actuelles et futures les conséquences de l'intolérance, des projets hégémoniques et de la cupidité impérialiste. La victoire sur le fascisme a confirmé l'importance de la solidarité et de la coopération internationale entre tous les peuples et les personnes épris de liberté, de paix et de justice. Gloire éternelle aux héros et aux martyrs de la lutte contre le fascisme et le militarisme!

M^{me} Boura (Grèce) : La Grèce voudrait s'associer à l'intervention prononcée au nom de l'Union européenne.

En tant que représentante de la Grèce, je tiens à remercier le Président de l'Assemblée générale pour la convocation de cette séance solennelle de l'Assemblée générale à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui fut l'une des plus sanglantes et destructrices dans l'histoire moderne de l'humanité.

(l'oratrice poursuit en anglais)

Le peuple de la Grèce – un pays qui fait partie de ceux qui ont été les plus durement touchés par cette guerre – se souvient avec fierté du rôle qu'ont joué ses aïeux dans cette victoire historique contre l'inhumanité et la tyrannie. Par conséquent, nous sommes fiers de nous joindre aux autres nations pour rendre hommage aux millions d'hommes et de femmes qui ont combattu et à tous ceux qui ont perdu la vie en défendant la liberté et les valeurs universelles. Dans ce contexte, nous n'oublions pas la tragédie et les victimes de l'Holocauste.

En 1940, la Grèce remportait la première victoire contre le fascisme. En 1944, elle n'était plus qu'un pays en ruine, un pays sous les décombres qui avait sombré dans la pauvreté, un État qui avait perdu 10 % de sa population, dont 86 % de sa population juive. Environ 250 000 personnes étaient mortes de faim. Quelque 18 % de sa population était sans abri. Le pays avait perdu un tiers de ses villages, la moitié de sa production agricole et 40 % de son bétail, ainsi que la majeure partie de son infrastructure et de sa marine marchande. C'est la vision d'un monde meilleur qui nous a motivés, en 1945, à nous joindre aux 50 pays qui ont créé l'Organisation des Nations Unies, résolus à créer un monde où règneraient la paix et la réconciliation.

Quelques années seulement après avoir pris fin, la Guerre mondiale qui avait fait des ravages a été à l'origine du plus grand projet de paix de l'histoire, grâce à la création des Communautés européennes aujourd'hui disparues, qui a permis de rassembler les ennemis d'hier au sein d'une seule famille européenne à laquelle la Grèce a adhéré au début des années 80. Ce n'est pas un hasard si en 2012, l'Union européenne a reçu le prix Nobel de la paix en hommage à son rôle dans la promotion de la paix et de la réconciliation, des droits de l'homme et de la démocratie en Europe.

L'année 2015 marque le soixante-dixième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies. En effet, c'est en 1945 que 51 États se sont rassemblés pour adopter la Charte des Nations Unies, s'engageant à veiller à ce que ce sombre chapitre de la guerre ne se répète pas. Or, nous vivons toujours dans un monde imparfait – un monde marqué par des guerres et des conflits, des inégalités et la pauvreté, les changements climatiques et les pandémies, les destructions et le terrorisme. Les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui sont différents de ceux d'il y a 70 ans. Beaucoup se posent à l'échelle mondiale et ne peuvent être relevés que si nous travaillons en étroite collaboration, main dans la main, avec persévérance et détermination. Les enseignements tirés des immenses souffrances, du carnage et des destructions causés par la guerre doivent renforcer notre engagement et nos efforts en vue d'assurer la paix et la sécurité, d'appuyer la justice et les droits de l'homme et de promouvoir le progrès et le développement.

Aujourd'hui, notre famille – qui s'est agrandie et compte 193 pays – doit continuer à s'engager à transmettre l'héritage des générations précédentes qui ont combattu vaillamment et ont payé de leur vie la liberté de nombre d'entre nous.

M. Mminele (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : C'est avec beaucoup de respect que je tiens à rendre un hommage sincère à toutes les victimes qui ont péri durant la Seconde Guerre mondiale et à présenter mes condoléances au nom de mon pays. Cette période a été marquée par toute une série d'incidents démontrant l'inhumanité de l'homme envers l'homme. Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont morts de par le monde à cause de l'intolérance de régimes non démocratiques et bellicistes, dont le seul but était la domination, l'expansion et l'asservissement de pays et de régions entières.

Cette intolérance se manifestait sous de nombreuses formes malveillantes, que ce soit l'intolérance politique, idéologique, raciale, culturelle ou religieuse, ou la montée effrénée du nationalisme et de l'impérialisme qui a finalement permis à des régimes iniques de s'en prendre à des personnes innocentes et sans défense. C'est ainsi que la Seconde Guerre mondiale a éclaté et a emporté des millions de vies dans toutes les régions du monde, y compris en Afrique.

L'Organisation des Nations Unies, qui est née des cendres de cette guerre dévastatrice, doit continuer à œuvrer au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Comme le dit le préambule de la Charte,

« Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances... ».

Toutefois, nous ne devons pas oublier que ce ne sont pas seulement les deux Guerres Mondiales qui ont infligé à l'humanité d'indicibles souffrances. Nous sommes également conscients que nos efforts de paix ont trop souvent échoué. L'Afrique du Sud réaffirme son intention de travailler avec tous les Membres de l'ONU pour éliminer le fléau de la guerre telle que nous en avons été témoins il y a 70 ans. Nous restons déterminés à créer un monde plus pacifique, plus juste et plus prospère pour les générations futures.

Dans le même temps, nous savons hélas que de nombreuses crises ne sont pas résolues. Le présent hommage doit donc renforcer notre détermination à nous abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou la souveraineté des États. Il doit également nous inciter à redoubler d'efforts pour régler les différends par des moyens pacifiques. Nous devons surmonter les séquelles de la guerre et faire fond sur les progrès accomplis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, par la promotion des valeurs démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Pour ce qui est de la commémoration, nous devons saluer la mémoire des victimes de la Deuxième Guerre mondiale. Leurs rêves de paix doivent nous encourager à intensifier nos efforts et à œuvrer pour la paix et la sécurité internationales.

Lorsque le monde se réunira en septembre pour célébrer le soixante-dixième anniversaire de la création de l'ONU, il sera essentiel que chacun d'entre nous prenne le temps de réfléchir aux progrès accomplis.

Saisissons cette occasion pour nous souvenir des héros et héroïnes tombés. Nous ne devons jamais oublier leurs sacrifices, qui ont permis d'ancrer les principes et valeurs auxquels nous sommes attachés, et qui ont défini les fondements mêmes de l'ONU. **M. Antonio de Aguiar Patriota** (Brésil) (*parle en anglais*) : Nous félicitons la Fédération de Russie d'avoir proposé de convoquer la présente réunion extraordinaire solennelle de l'Assemblée générale à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le rôle héroïque joué par le peuple russe, aux côtés de nombreux autres peuples, pour vaincre le fascisme ne sera jamais oublié. Cette journée est un jour de profond respect et de souvenir. Aujourd'hui, nous honorons la mémoire des innombrables hommes et femmes du monde entier qui ont sacrifié leur vie pour défendre la liberté, éliminer l'intolérance et faire prévaloir la justice. Nous rendons également hommage aux dizaines de millions de civils innocents qui ont perdu la vie dans le plus important conflit jamais mené.

N'oublions pas les victimes de la guerre qui ont été la cible de terribles politiques d'extermination et de génocide. Aujourd'hui, nous réaffirmons notre volonté commune de ne jamais laisser l'humanité être emportée à nouveau par de tels tourments. Le Brésil s'enorgueillit de sa contribution nationale à la cause des Alliés au cours de ce conflit et en temps de paix. Ayant déclaré la guerre contre l'Axe et approvisionné des bases aériennes et navales clés des forces alliées à partir de 1942, le Brésil, ayant également rejoint les combats anti-sous-marins menés dans l'Atlantique, déploya par la suite en Europe son premier escadron de combat et une force expéditionnaire de 25 000 hommes.

En combattant avec courage durant les batailles de Monte Castello, de Montese, de Fornoue et d'autres, nos soldats ont contribué à la libération de l'Italie et à la victoire totale sur le fascisme. Le Gouvernement brésilien a également participé aux réunions régionales et internationales qui ont défini un nouvel ordre international pour garantir la paix et la coopération, dont le point d'orgue fut la Conférence de San Francisco, mon pays devenant alors un Membre fondateur de l'Organisation. Un des objectifs fondamentaux de l'ONU est de maintenir la paix et la sécurité par des mesures collectives. La Charte indique également que les différends internationaux doivent être réglés par des moyens pacifiques. Ces objectifs restent aussi valables et essentiels aujourd'hui qu'ils l'étaient il y a sept décennies.

Le monde a pourtant connu des changements complexes et profonds depuis 1945. De nouveaux défis que nos prédécesseurs ne pouvaient pas prévoir à la Conférence de San Francisco sont apparus et menacent aujourd'hui le bon fonctionnement de notre système multilatéral. Afin de réaffirmer notre attachement aux buts et principes de l'Organisation, nous devons faire montre d'autant d'ambition que les hommes d'État qui ont un jour conçu un nouvel ordre mondial fondé sur des valeurs universelles.

La nécessité d'actualiser notre dispositif de maintien de la paix et de la sécurité internationales est au cœur de cet effort. Profitons de l'occasion offerte par le soixante-dixième anniversaire de la création de l'ONU pour obtenir des résultats concrets sur cette question décisive. La réforme du Conseil de sécurité, pour qu'il soit en mesure de faire face aux nouveaux problèmes auxquels nous sommes exposés, serait le meilleur hommage que notre génération puisse rendre aux millions de victimes de la Deuxième Guerre mondiale dont nous chérissons le souvenir et honorons la mémoire aujourd'hui.

M. An Myong Hun (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Aujourd'hui, l'ONU et ses États Membres se trouvent à un moment historique, analysant le passé et le présent et envisageant l'avenir. Il y a 70 ans, l'armée et le peuple héroïques de l'Union soviétique ont vaincu le fascisme et le militarisme, qui avaient infligé à l'humanité d'énormes souffrances et pertes, et ont ainsi grandement contribué à mettre fin à la Deuxième Guerre mondiale. Nous sommes vivement reconnaissants à la Fédération de Russie d'avoir joué un rôle moteur dans la préservation de la paix et de la sécurité dans le monde.

Les nations et peuples du monde étaient résolument unis par une forte volonté de préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, et ont mené un combat difficile pour instaurer une paix et une sécurité durables. Grâce aux efforts acharnés déployés par des pays progressistes et épris de paix après la Deuxième Guerre mondiale, des progrès considérables ont été faits dans la lutte pour la préservation de la paix et de la sécurité dans le monde.

Néanmoins, des actes de domination, d'assujettissement et d'ingérence visant à violer la souveraineté et à entraver le développement indépendant d'autres pays et nations ne cessent d'être posés, et la paix et la sécurité internationales continuent d'être confrontées

à de nombreuses menaces. Le Gouvernement et le peuple de la République populaire démocratique de Corée ont dû consacrer tous leurs efforts au maintien de la paix et de la sécurité dans la péninsule coréenne compte tenu des circonstances dans lesquelles le pays et la nation ont été divisés de façon artificielle, bien qu'ils aient été libérés du militarisme japonais. Ils doivent faire face à des tentatives d'agressions permanentes et à des sanctions de la part de forces extérieures. Aujourd'hui, la péninsule coréenne reste une des zones les plus dangereuses au monde, et les tensions qui ne cessent de croître sur et autour de la péninsule sont devenues une source de vive inquiétude dans le monde entier.

Des conditions extrêmes qui ne permettent pas de prédire quand une guerre pourrait éclater persistent sur la péninsule coréenne car les États-Unis mènent une politique hostile et des actes conflictuels contre la République populaire démocratique de Corée. Les États-Unis procèdent à des manœuvres simulant une guerre nucléaire dans le but de lancer une attaque surprise contre la République populaire démocratique de Corée et mobilisent chaque année des dizaines de milliers d'effectifs militaires et du matériel nécessaire à une telle attaque, comme cela s'est déjà produit à deux reprises cette année.

Par leurs menaces d'agression militaire et les pressions politiques et économiques qu'ils exercent sur mon pays, les États-Unis ont clairement pour objectif d'entraver notre développement pacifique et de détruire la République populaire démocratique de Corée ainsi que de s'offrir un tremplin pour mettre en œuvre leur stratégie de domination mondiale. En Asie, leur stratégie est menée promptement notamment par la mise en place de systèmes de défense antimissiles, les tentatives d'établir une alliance militaire tripartite avec le Japon et la Corée du Sud et la multiplication du nombre de manœuvres de guerre pour créer délibérément des tensions sur la péninsule coréenne.

Comme nous l'avons dit à maintes reprises, la menace nucléaire que font peser les États-Unis sur la République populaire démocratique de Corée n'est ni potentielle ni abstraite; elle est bien concrète et réelle. Les bombardiers nucléaires stratégiques ne cessent de décoller du continent ou de l'île de Guam en direction de la péninsule coréenne pour effectuer des exercices de simulation de largage de bombes nucléaires, et ce plusieurs fois par an. Des porte-avions et des sous-marins armés de missiles nucléaires pénètrent en permanence dans les eaux autour et à l'intérieur de la

péninsule coréenne pour prendre part à des exercices de guerre nucléaire visant à occuper Pyongyang.

La menace et le chantage nucléaires ainsi que la politique hostile auxquels se livre la plus grande puissance nucléaire depuis plus d'un demi-siècle ont poussé la République populaire démocratique de Corée à se procurer des armes nucléaires. La menace nucléaire sans cesse croissante ne nous laisse pas d'autre choix que de renforcer nos capacités de dissuasion nucléaire pour y faire face. Si nous sommes en mesure de prévenir la guerre et de préserver la paix sur la péninsule coréenne, où les intérêts des grandes puissances sont étroitement imbriqués et où les attitudes belliqueuses sont prononcées, c'est uniquement grâce à nos capacités de dissuasion, notamment les forces nucléaires mises en place grâce à la politique de Songun.

Le fléau laissé en Asie par la Deuxième Guerre mondiale subsiste encore, 70 ans après la fin de la guerre. Le Japon, État ennemi et État vaincu qui occupait les pays asiatiques pendant la Guerre et qui a commis d'inimaginables crimes contre l'humanité, n'a toujours pas reconnu ses crimes, présenté des excuses ou offert des réparations de manière clairement convaincante. Le comportement récent des autorités japonaises suscite la profonde inquiétude de la communauté internationale. Si le Japon se montre si ambitieux et irritable dans sa vision de la réforme du Conseil de sécurité, mais également si pointilleux sur la question des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée sur la scène internationale, c'est en raison de son sinistre et impudent désir d'enterrer ses crimes passés et de faire oublier par tous les moyens possibles son statut d'État ennemi. C'est là une remise en question de l'histoire elle-même et de l'ONU; une façon de remuer le couteau dans les plaies des victimes de massacres et du travail forcé ainsi que des esclaves sexuels tués par les officiers de l'armée japonaise, sans même en reconnaître la cruauté.

En cette année qui marque le soixante-dixième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, de la défaite du Japon et de la création de l'Organisation des Nations Unies, le Japon doit prendre la décision politique de faire une fois pour toutes table rase de son passé. Pour cela, il doit totalement éteindre son ambition de raviver le militarisme toujours vivant dans l'esprit des Japonais, et qui ne doit plus être transmis aux générations futures. Nous ne saurions éluder les crimes passés du Japon, eux-mêmes ne pouvant s'effacer ou

s'oublier au fil du temps. Les antécédents criminels du Japon ne pourront jamais être dissimulés ou obliérés.

Dans ce cadre solennel où nous rendons hommage aux victimes de la Deuxième Guerre mondiale, la délégation de la République populaire démocratique de Corée demande instamment au Japon, au nom de toutes les victimes des massacres et du travail forcé et des esclaves sexuels tués par l'armée japonaise, de reconnaître clairement et entièrement ses crimes, de présenter des excuses et d'offrir des réparations cette année, marquant le soixante-dixième anniversaire de sa défaite.

M. Delattre (France) : Je remercie le Président de l'Assemblée générale de l'organisation de cette réunion spéciale de commémoration de toutes les victimes de la Deuxième Guerre mondiale, 70 ans après la fin de la Guerre sur le continent européen. Je remercie également la Fédération de Russie d'avoir pris l'initiative de l'organisation de cette réunion de commémoration.

En 1945, le continent européen n'était plus qu'un champ de ruines. Six ans de guerre, de destruction, de massacres, de déplacements forcés et de génocide ont fait près de 20 millions de morts parmi les civils sur le seul continent européen. C'est plus que le nombre de militaires tués. Cette guerre contre les civils a atteint son apogée dans l'horreur absolue de la Shoah, l'entreprise d'extermination nazie dirigée contre les Juifs d'Europe. Ce qui nous réunit aujourd'hui, c'est d'abord, bien sûr, le devoir éternel de mémoire dû à toutes les victimes de la guerre et de la barbarie.

Notre organisation, l'Organisation des Nations Unies, est née des ruines de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi des enseignements de l'échec du système de sécurité collective de l'entre-deux-guerres, et au premier chef celui de la Société des Nations. L'échec de l'ancêtre de l'ONU nous fournit au moins quatre enseignements.

Tout d'abord, un traitement uniquement sécuritaire des conflits n'est pas suffisant. La prise en compte du nécessaire respect de la dignité et de la valeur de la personne humaine, des droits fondamentaux de l'homme, ainsi que le développement et le secours aux populations jouent un rôle essentiel, nous le savons aujourd'hui, pour s'attaquer aux racines des conflits. Dès 1943, les forces alliées mettaient en place l'Administration des Nations unies pour les secours et la reconstruction, qui vint en aide aux 30 millions de déplacés en Europe et en Asie. L'UNESCO, l'Organisation internationale du travail, ou encore l'Organisation des Nations Unies

pour l'alimentation et l'agriculture ont toutes été créées, ou au moins préfigurées, avant la victoire. Soixante-dix ans plus tard, l'ONU dispose de puissants leviers d'action pour venir en aide aux populations démunies et marginalisées, terreau de tous les conflits. Cet enseignement doit nous guider dans notre travail de définition du nouveau programme de développement pour l'après-2015, qui devra répondre aux défis du monde en développement d'aujourd'hui.

Le deuxième enseignement à tirer est que notre capacité d'action est liée à la légitimité de nos institutions. C'est une évidence qui mérite d'être répétée : 70 ans après la création de l'ONU, notre monde, celui de 2015, n'a plus grand chose à voir avec celui de 1945. L'ONU doit donc s'adapter et se réformer pour refléter le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. La réforme du Conseil de sécurité est à cet égard urgente et cruciale. La France est favorable à un élargissement du Conseil dans les deux catégories de membres – permanents et non permanents – et soutient l'Allemagne et le Japon, ce qui mérite d'être relevé ce jour, mais aussi l'Inde, le Brésil et une représentation africaine.

Légitimité donc, mais également la crédibilité. C'est le troisième enseignement. De quelle crédibilité dispose le Conseil de sécurité lorsqu'il reste impuissant face aux crimes de masse commis depuis quatre ans en Syrie? Au nom de quelle défense de la souveraineté peut-on accepter l'inaction face à un conflit qui a déjà fait plus de 200 000 morts? Le 26 juin 1945, les nations réunies à San Francisco signèrent la Charte en inscrivant en son préambule ces mots qui résonnent encore de toute leur puissance :

« Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre... et à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine. »

C'est bien la défense des droits fondamentaux de l'homme qui forme la raison d'être de l'Organisation; des droits inscrits solennellement dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette déclaration, à la rédaction de laquelle le juriste français René Cassin a contribué au premier rang, aux côtés de neuf autres de ses pairs venus du monde entier, réaffirme l'intangibilité et l'universalité des droits de l'homme. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'initiative française proposant que les membres permanents du Conseil de sécurité s'abstiennent volontairement et collectivement d'avoir recours au veto dans les situations de crimes

de masse, crimes dont l'ampleur et la gravité en Syrie représentent une insulte aux victimes de la Seconde Guerre mondiale que nous commémorons aujourd'hui. Nous souhaitons que le soixante-dixième anniversaire de l'ONU permette de faire avancer cette initiative.

Enfin, je mentionne un dernier enseignement auquel la France est très attachée. Il n'y a pas de paix sans justice. La lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves, hier à Nuremberg comme aujourd'hui à La Haye, doit rester au cœur de notre action pour rendre la paix durable et éviter le retour de la guerre. Cette exigence de justice, elle vaut évidemment pour la Syrie où les responsables de crimes de masse devront être poursuivis devant la Cour pénale internationale.

Je terminerai mon propos par une note d'espoir. De 1870 à 1945, la France et l'Allemagne se sont affrontées dans trois guerres majeures, dont deux guerres mondiales. Depuis, les efforts inlassables des dirigeants des deux côtés du Rhin ont dessiné la voie d'une vraie réconciliation. Cette réconciliation franco-allemande a permis la construction de l'Union européenne, expérience unique dans l'histoire d'intégration et de construction d'un espace de paix, de prospérité et de démocratie.

Il n'existe ni hérédité des conflits ni fatalité de l'histoire. La réconciliation franco-allemande et la construction de l'Union européenne sont des leçons majeures pour notre temps et de puissants messages d'espoir pour la communauté des nations.

M. Ramírez Carreño (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la convocation de la présente réunion solennelle pour commémorer le soixante-dixième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale et rendre hommage à toutes les victimes de ce sombre chapitre de l'histoire de l'humanité. Nous sommes honorés par la présence parmi nous d'un groupe d'anciens combattants de la Guerre et voudrions les remercier ainsi que tous ceux qui ont combattu contre le nazisme et le fascisme de leur courage et de leurs sacrifices. Soixante-dix ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, nous devons honorer et nous rappeler les millions d'êtres humains morts, disparus, blessés, déplacés, torturés et qui ont souffert les horreurs de la Guerre, le pire des conflits que le monde ait jamais connu, au cours duquel les hommes se sont battus contre le nazisme et le fascisme pour leur survie et pour le droit à la vie des générations futures. Nous espérons que cette Guerre aura été la

dernière guerre mondiale et qu'il n'y aura plus de guerre entre les peuples.

Avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale est apparue l'ONU, résolue, comme l'indique la Charte des Nations Unies, à préserver les générations futures du fléau de la guerre et à prendre les mesures nécessaires pour promouvoir la paix et la sécurité, le développement social et les droits de l'homme de façon globale et inclusive. Depuis lors, la guerre comme moyen d'ajustement ou de règlement des différends a été juridiquement proscrite. Seul le plein respect des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies peut nous permettre de garantir la paix et la sécurité partout dans le monde.

La République bolivarienne du Venezuela est une terre de paix. Il y a 200 ans, nos libérateurs ont brandi leurs épées pour défendre les droits de notre peuple et pour arracher l'indépendance de six pays de l'Amérique du Sud. Nous n'avons jamais attaqué un autre pays. Nous pratiquons la tolérance, le dialogue et l'inclusion dans le cadre de notre engagement en faveur de la paix, de la justice et de l'entente entre les nations. Soixante-dix ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, toutefois, nous notons avec tristesse et vive préoccupation la résurgence dans de vastes régions de notre planète d'idéologies intolérantes et agressives, du fascisme, de l'extrémisme et la haine mue par des motifs religieux, ethniques, politiques, nationalistes et historiques. Ces idéologies incendiaires visent à justifier le recours à la guerre afin d'appuyer et d'imposer un système économique mondial hégémonique, injuste, prédateur et non viable.

Nous regrettons qu'au cours de ces 70 dernières années, il y ait eu malheureusement des guerres sanglantes et infamantes qui ont prélevé un tribut lourd et tragique sur notre condition humaine. Les millions d'hommes et de femmes qui ont pâti et qui continuent de pâtir de la guerre et de ses horreurs sont une tache noire sur la conscience de l'humanité. D'où cette interrogation : quelles idéologies, quelles raisons, quels intérêts géopolitiques et économiques pervers peuvent soutenir ou justifier l'existence de vastes complexes militaires, de tant d'armes, de tant de technologies, de tant de ressources et de moyens prêts à faire disparaître les êtres humains de la surface de la planète?

Il y a quelques jours, nous avons rendu hommage aux victimes des bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, qui ont vaporisé des milliers de corps en quelques secondes et fait plus de 250 000 victimes en

quelques jours, en plus des terribles séquelles étalées sur le temps. Aujourd'hui, nous plaidons encore une fois de plus en faveur du désarmement et condamnons la prolifération nucléaire qui, en cette funeste occasion, a fait prendre conscience au monde de l'horreur de la guerre nucléaire.

Nous avons la responsabilité morale et politique de veiller à ce que le mal profond causé par les idéologies de la mort, le fascisme, la haine et la violence, ainsi que par la logique militaire et totalitaire ne se manifestent plus aujourd'hui sous des formes modernes, sophistiquées, dangereuses, et bien plus efficaces par leur diffusion et leur action criminelle. La guerre qui ravage de grandes régions de la planète, le colonialisme, l'interventionnisme, la promotion et le financement de l'extrémisme et du terrorisme – en tant qu'outils servant à déstabiliser des pays et semer le chaos à des fins

économiques et géopolitiques – sont une preuve vivante qu'il nous reste encore beaucoup à faire au niveau international pour surmonter ces problèmes et parvenir à une paix durable.

Cela nous rappelle de façon claire et nette une obligation à laquelle on ne peut pas se soustraire. L'indépendance politique, l'intégrité territoriale, l'autodétermination des peuples, la souveraineté et la non-ingérence dans les affaires intérieures sont des éléments fondamentaux du maintien de la paix et la sécurité internationales, de la promotion du développement social et de la lutte contre la pauvreté. Unis par ces causes politiques, nous veillerons à ce que la Deuxième Guerre mondiale ne soit qu'un mauvais souvenir que l'humanité ne répétera jamais.

La séance est levée à 12 h 55.